

Le territoire congolais, horizon de la refondation — illustration de prospective

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RUPTURE — REFONDATION — ÉMERGENCE

Le pacte de la Refondation

Feuille de route pour l'émergence de la RD Congo

Conception et rédaction

Inspiré des orientations publiques de Joseph Kabila
Document pour discussion avec Joseph Kabila

26 octobre 2026

Sommaire

Prologue — Rupture, refondation, émergence 3
Introduction — Lire cette feuille de route 5
CHAPITRE 01
Le sens de la refondation 7
CHAPITRE 02
Les douze orientations publiques du pacte citoyen 14
CHAPITRE 03
Paix, protection des civils et réconciliation 21
CHAPITRE 04
Un État juste et une gouvernance contrôlable 26
CHAPITRE 05
Population, pauvreté et finances publiques 32
CHAPITRE 06
Agriculture et sécurité alimentaire 37
CHAPITRE 07
Santé, eau et protection sociale 42
CHAPITRE 08
Éducation, savoir et vie culturelle 47
CHAPITRE 09
Énergie, transports et connectivité 52
CHAPITRE 10
Minerais, industrie et travail productif 57
CHAPITRE 11
L'emploi et l'entreprise : donner un avenir à la jeunesse 62
CHAPITRE 12
Forêts, climat et prospérité durable 72
CHAPITRE 13
Diplomatie, provinces et coopération régionale 77
CHAPITRE 14
La diaspora, partenaire de la reconstruction 82
CHAPITRE 15
Retrouver son pays: retour volontaire, protection et réintégration 90
Feuille de route démocratique 97
Glossaire 104
Références 107

Prologue — Rupture, refondation, émergence

L'essentiel

> Ce livre propose un fil directeur éditorial: **rupture** — **refondation** — **émergence**. Ces mots ne sont ni une citation ni le programme d'une institution. Ils décrivent le cadre civil de ce manuscrit: rompre légalement avec ce qui empêche le développement et abîme la confiance; refonder les institutions, les mentalités et les repères de valeur; viser une émergence humaine, économique et civique dont les résultats puissent être mesurés, sans violence, sans culte d'une personne et sans exclusion.

Une rupture qui passe par le droit

La rupture demandée ici ne vise ni les personnes ni une alternance de force. Elle signifie rompre, par les voies démocratiques et légales, avec l'arbitraire, l'impunité, l'opacité, le mépris de l'usager et les pratiques qui détournent les ressources de l'école, du soin, de l'eau, du travail et de la justice. Une décision publique doit pouvoir être comprise, contestée et corrigée. Une dépense doit pouvoir être suivie. Une victime doit pouvoir être entendue. Cette rupture refuse aussi l'idée qu'une urgence autoriserait la violence, le recrutement armé ou l'effacement des droits.

Une refondation qui rend l'État fiable

La refondation ne consiste pas à changer le nom d'un pouvoir. Elle consiste à rendre les institutions fiables: un droit effectif, une administration qui motive ses actes, des élus et des services contrôlables, des budgets publiés et des recours praticables. Elle se reconnaît lorsque les droits ne dépendent pas de la proximité d'un responsable et lorsque les services publics assument leurs responsabilités devant les personnes qu'ils servent.

Une refondation des mentalités, civile et éthique

La transformation profonde recherchée est éthique et civique, non violente. Elle fait de l'intégrité, du mérite, de la responsabilité et du bien commun des repères concrets dans la famille, l'école, l'administration, l'entreprise, les médias et la vie associative. Elle ne promet pas de changer les consciences par décret: elle crée des règles qui récompensent le travail juste, rendent les conflits d'intérêts visibles, protègent la parole et font de la correction d'une erreur une obligation publique plutôt qu'une humiliation.

Une émergence qui se mesure dans la vie des personnes

L'émergence est la finalité, non un label à proclamer. Elle doit se voir dans une vie plus sûre, des enfants qui apprennent, des familles qui accèdent aux soins, une activité productive mieux soutenue et une justice réellement accessible. La croissance économique compte, mais elle ne suffit pas si les services restent défaillants ou si les droits demeurent inégaux. Pour ce livre, l'émergence associe donc progrès économique, dignité humaine et responsabilité publique. Chaque ambition doit être reliée à des résultats vérifiables, avec un point de départ, un responsable, un calendrier et des limites clairement annoncées.

Les programmes consacrés à la diaspora, aux réfugiés et aux déplacés s'inscrivent dans ce même fil. Ils ne demandent aucune allégeance: ils associent liberté de choix, protection, responsabilité publique, consultation et preuve. La feuille de route finale les ramène à des responsables identifiables, des garanties, des budgets votés et des indicateurs qui permettent de constater une amélioration, une limite ou la nécessité d'arrêter.

Introduction — Lire cette feuille de route

Ce livre est une proposition de travail institutionnel. Il ne demande pas l'adhésion à une personne, à un parti ou à une organisation: il invite à examiner des règles, des droits, des budgets et des services à l'aune d'une question simple — la République protège-t-elle effectivement les personnes et rend-elle compte de ses actes ?

Trois niveaux de lecture

Le lecteur rencontrera d'abord des **faits documentés**. Ils sont datés, sourcés et accompagnés de leurs limites: une estimation n'est pas un recensement, une projection n'est pas un résultat et un indicateur national ne décrit pas chaque territoire. Les appels numériques conduisent à la bibliographie finale. Les millésimes ne sont pas fusionnés: ainsi, les données disponibles peuvent concerner 2023, 2024, 2025 ou 2026 selon le domaine et la date de publication.

Les analyses institutionnelles présentées ici portent sur des questions durables: accès effectif au droit, services collectifs, contrôle des responsables, connaissances, environnement et dialogue. Elles sont développées comme des propositions propres au livre, sans revendiquer de continuité institutionnelle.

Enfin, les dispositifs introduits par les formules « le manuscrit propose » ou « la feuille de route pourrait » sont des **propositions nouvelles**. Ils n'engagent aucune personne, institution ou organisation. Les propositions attribuées à Joseph Kabila dans les allocutions de 2025 et de 2026 restent rapportées à leurs auteurs et aux médias qui les ont relatées. [1], [2], [3], [4]

Une séparation nécessaire

Le Front pour la refondation de la nation (FRN), annoncé en octobre 2026 et décrit par la BBC comme un mouvement politico-militaire, est distinct de ce manuscrit. [6] Le livre écarte tout appel au recours à la force, toute stratégie militaire et tout recrutement. Il retient un cadre civil: protection des personnes, délibération pluraliste, recours au droit, contrôle indépendant et correction publique des erreurs.

Comment évaluer les propositions

Aucune réforme n'est tenue pour acquise parce qu'elle est annoncée. Une mesure ne peut être examinée qu'avec son fondement légal, son responsable, son coût complet, sa source de financement, son calendrier, ses garanties de droits, ses voies de recours et un indicateur de résultat. Les exemples signalés comme hypothétiques servent seulement à rendre un mécanisme lisible; ils ne décrivent pas une réalisation.

La feuille de route finale organise ces principes par échéances proposées. Elle n'est pas un calendrier d'engagements authentifiés. Sa mise en œuvre, si elle était choisie par des institutions compétentes, exigerait débats publics, contrôles constitutionnels, lois de finances, validation réglementaire et évaluation indépendante.

CHAPITRE 01

Le sens de la refondation



Le territoire congolais, horizon de la refondation — illustration de prospective

L’essentiel

> Ce livre propose une **rupture**, une **refondation** et une **émergence** civiles, vérifiables et non violentes. La rupture combat par le droit l’arbitraire, l’impunité, l’opacité et le mépris du service public; la refondation rend les institutions, les droits, les services publics et les repères éthiques plus fiables; l’émergence vise des progrès humains, économiques et civiques mesurables. Ce cadre éditorial est une proposition propre au manuscrit, sans attribution personnelle ou institutionnelle.

La méthode demeure la même: protection des personnes, droit effectif, dialogue encadré, gouvernance contrôlable, valeur créée au Congo et services publics mesurables. Le livre distingue les faits documentés et les propositions propres au manuscrit.

Donner un sens opératoire à la triade

La rupture, la refondation et l'émergence ne sont pas trois séquences séparées. Sans rupture avec l'arbitraire, une institution réorganisée peut reproduire les mêmes inégalités. Sans institutions capables de tenir leurs engagements, le renouvellement éthique reste un vœu. Sans évolution des comportements, la règle la mieux écrite peut être contournée. Sans résultats observables dans la vie des personnes, l'émergence reste un mot. Le livre relie donc chaque proposition à une responsabilité, une base légale, un financement identifiable, une garantie de droits, une voie de recours et une preuve publique.

La refondation des mentalités commence dans les gestes ordinaires: refuser un paiement informel, respecter un délai annoncé, déclarer un intérêt personnel, traiter une femme, un jeune, une personne handicapée, un déplacé ou un réfugié comme un titulaire de droits, et reconnaître une erreur lorsque les faits la démontrent. Elle n'exige pas l'unanimité; elle exige que la parole, le mérite et le bien commun comptent davantage que la peur, la faveur ou l'identité. L'émergence devient alors lisible dans la sécurité, l'apprentissage, le travail, la qualité des services et la capacité égale de faire valoir ses droits.

La refondation ne peut pas être le nom élégant d'un changement de détenteurs du pouvoir. Elle désigne un travail plus exigeant: rendre à la République ce qui fait tenir une communauté politique, la sécurité des personnes, le droit qui protège sans choisir ses bénéficiaires, l'administration qui explique ses actes, l'économie qui fait circuler la valeur, et les services qui donnent à chacun une raison concrète de croire à l'État.

La refondation appelle une République où les institutions démocratiques, la paix civile et l'action publique placent les habitants au premier plan. Elle relie cette ambition à l'activité économique, au droit, à la transmission des connaissances et aux services collectifs. Cette articulation est une analyse du présent livre: elle doit être jugée à ses garanties, à ses moyens et à ses résultats.

L'allocution attribuée à Joseph Kabila le 23 mai 2025 expose, elle, un « pacte citoyen » en douze points. Les comptes rendus consultés lient ce pacte à l'arrêt de la guerre, au rétablissement de l'autorité de l'État, à la démocratie, aux libertés, à la réconciliation, à la bonne gouvernance et au dialogue avec les voisins. [1], [2] L'adresse du 9 octobre 2026 reprend ce bilan critique et présente l'urgence nationale comme

le résultat de propositions que l'orateur estime ignorées. Cette date, le titre du message et plusieurs citations sont corroborés par des médias distincts. [3], [4], [5]

Le FRN annoncé en octobre 2026 doit être distingué de cette démarche: la BBC le décrit comme un mouvement politico-militaire. [6] Cette qualification ne peut fournir la méthode d'un livre consacré à la refondation civile de la République.

Refaire du dialogue une institution

Le dialogue perd son sens lorsqu'il devient une simple séquence de discours ou l'instrument d'une capitulation. Il devient nécessaire lorsqu'il met autour d'une même règle les divergences, les griefs et les intérêts qui, faute d'espace public, se transforment en peur. L'adresse du 9 octobre 2026 évoque un dialogue national inclusif; le pacte de 2025 mentionne un dialogue sincère et permanent avec les pays voisins. [1], [3] Des instances durables où les conflits peuvent être examinés et désamorcés constituent, pour ce livre, une condition de la paix civile.

Une refondation sérieuse sépare donc le dialogue de toute pression armée. Elle le rend public dans son objet, protégé dans ses participants et lisible dans ses résultats. Le dialogue utile ne demande pas que les citoyens renoncent à leurs convictions. Il leur donne un moyen légal de les défendre, de les contester et de les traduire en compromis contrôlables.

Faire de la paix une condition de la vie commune

La paix n'est pas l'intervalle entre deux conflits. Elle est la possibilité, pour une famille, de circuler, de travailler, de se soigner, d'aller à l'école et de faire valoir un droit sans craindre l'arbitraire. Elle exige, pour les différends locaux, des procédures fondées sur des règles impartiales, appuyées par une justice de proximité et une administration effectivement présente.

Le pacte de 2025 rapporté par Radio Okapi place lui aussi l'arrêt de la guerre, la réconciliation et le dialogue régional parmi ses priorités. [1] Le livre peut retenir de cette convergence une règle simple: aucune promesse économique, institutionnelle ou sociale ne vaut si les civils ne peuvent la vivre. Mais cette règle oblige à rejeter les raccourcis. La protection des personnes et le respect du droit humanitaire doivent

être des limites non négociables, et non des bénéfices attendus d'un rapport de force.

Rendre l'État de droit visible dans l'expérience ordinaire

L'État de droit ne se mesure pas d'abord à la beauté d'un texte constitutionnel. Il se reconnaît quand une arrestation est contrôlable, quand une décision peut être contestée, quand la justice n'est pas distribuée selon l'origine, la proximité ou la fortune, et quand les libertés publiques ne dépendent pas de la tolérance du moment. L'administration, la police, la justice et les autres services publics doivent être rendus plus effectifs et contrôlables.

Les propositions attribuées au pacte de 2025 incluent le retour aux fondamentaux de l'État de droit et le rétablissement des libertés fondamentales. [1] Ce rapprochement ne dispense pas de la question décisive: quelles garanties subsistent lorsque le pouvoir est contesté ? La réponse de ce projet de livre est institutionnelle, non personnelle. Une règle n'est refondatrice que si elle protège aussi celui qui critique le dirigeant appelé à l'appliquer.

Gouverner en rendant des comptes

La gouvernance est l'endroit où l'idée de refondation peut devenir vérifiable. Prévenir les détournements suppose des organes de surveillance, l'accès aux informations, une fonction publique fondée sur les compétences, l'examen parlementaire et la liberté d'informer ou de s'organiser. L'allocution de 2025 associe le développement à la bonne gouvernance économique, à une gestion administrative et financière qualifiée d'orthodoxe, ainsi qu'à une répartition équitable des ressources nationales. [1]

Il faut aller au-delà du mot « bonne ». Une gouvernance est bonne lorsque les recettes, dépenses, contrats et résultats sont compréhensibles par le public; lorsque les responsables expliquent ce qu'ils ont fait de leur mandat; lorsque les organes de contrôle peuvent publier sans crainte; et lorsque l'échec entraîne correction plutôt que silence. Le pouvoir n'est pas restauré par l'opacité, même lorsqu'il invoque le salut public.

Mettre la souveraineté économique au service des personnes

La souveraineté économique ne signifie pas l'isolement. Elle signifie que les ressources du pays, les accords qu'il signe et les entreprises qui y opèrent contribuent à la capacité collective de décider et de vivre dignement. Une activité économique peut rester ouverte tout en étant soumise à des règles publiques qui protègent l'intérêt collectif: diversification, transformation sur place, agriculture, énergie et limitation des rentes en sont des leviers complémentaires.

Dans l'adresse d'octobre 2026, les inquiétudes formulées au sujet des minerais stratégiques et de la continuité des engagements internationaux renvoient à la même question: qui protège l'intérêt des générations présentes et futures ? [3] Cette question mérite mieux qu'un slogan sur les ressources. Elle exige des contrats publiés, des obligations fiscales lisibles, des critères sociaux et environnementaux, une part territoriale explicite et une évaluation indépendante de la valeur effectivement créée au Congo.

La souveraineté se joue aussi dans l'alimentation, la connaissance et l'énergie. Un pays qui transforme davantage ce qu'il produit, qui soutient la compétence de ses citoyens et qui garantit les réseaux essentiels devient moins vulnérable aux décisions qu'il ne contrôle pas. La richesse n'est souveraine que si elle devient capacité de vivre, de produire et de choisir.

Partir des services qui rendent l'État crédible

L'eau, le soin, l'école, l'énergie, la route praticable et une administration qui répond ne sont pas la décoration sociale d'un projet politique. Ils sont le lieu où la République se rencontre au quotidien. Se nourrir, étudier, obtenir réparation, se soigner, se loger, travailler dans des conditions correctes et être protégé face aux risques sociaux sont des conditions de vie essentielles. Santé, éducation, transport, énergie et développement rural doivent donc être évalués par leurs effets réels.

Le pacte rapporté en 2025 parle de relancer le développement par une gouvernance équitable; c'est à l'aune des services que cette intention peut être jugée. [1] Un budget sans eau, une politique minière sans école, une réforme administrative sans recours pour l'usager ne refondent rien. Le livre doit donc préférer les indicateurs de vie réelle

aux annonces: distance et coût d'accès à un centre de santé, continuité de l'approvisionnement en eau, présence des enseignants, délai de réponse d'un service, transparence d'un marché local.

Propositions nouvelles du présent manuscrit

Les propositions qui suivent sont des pistes éditoriales nouvelles. Elles n'engagent ni Joseph Kabila, ni le FRN, ni un gouvernement.

Un tableau public de la refondation. Chaque institution responsable d'un service essentiel publierait, dans un format court et comparable, son budget, ses objectifs annuels, son calendrier, les écarts constatés et la réponse apportée. Il s'agirait moins d'un instrument de communication que d'un droit du citoyen à comprendre.

Un test de souveraineté pour les grands contrats. Avant signature et à échéance régulière, tout accord concernant une ressource stratégique serait examiné à partir de questions publiques: quelle valeur est créée localement ? quelles recettes sont attendues ? quelles obligations environnementales et sociales sont contrôlables ? quelle part revient aux territoires concernés ? quel recours existe en cas de manquement ?

Des maisons locales du droit et des services. Dans les territoires où l'éloignement institutionnel nourrit la défiance, un même lieu pourrait orienter gratuitement les habitants vers le recours administratif, l'état civil, la médiation civile, l'information sur les services de santé et la documentation des besoins collectifs. Son rôle serait de rendre les droits praticables, non de se substituer aux tribunaux ni aux administrations.

Un pacte de langage public. Les autorités, partis, médias et organisations civiles seraient appelés à publier leurs données de base, distinguer le fait de l'accusation et corriger publiquement une information reconnue erronée. La paix civile commence aussi par cette discipline de la parole: ne pas faire de l'identité, de la peur ou de l'insulte une ressource politique.

Une clause de priorité aux services. Toute nouvelle recette exceptionnelle tirée des ressources naturelles devrait faire l'objet d'une publication indiquant, avant engagement, sa part destinée à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'énergie de proximité ou au désenclavement. Cette clause ne remplace pas le débat budgétaire; elle lui donne une preuve attendue par la vie quotidienne.

La refondation commence lorsque la promesse devient une obligation lisible. Elle ne demande pas aux Congolais d'oublier leurs désaccords; elle leur donne des institutions capables de les porter sans détruire le lien commun. Elle ne cherche pas une unanimité de circonstance, mais la confiance patiemment gagnée qu'un droit sera appliqué, qu'un contrat sera contrôlé, qu'un enfant pourra apprendre et qu'une famille pourra demander justice sans être réduite au silence.

CHAPITRE 02

Les douze orientations publiques du pacte citoyen



Joseph Kabila

L’essentiel

> Le 23 mai 2025, Joseph Kabila a présenté ce qu’il appelait un « pacte citoyen » en douze propositions. Radio Okapi en a publié la liste complète le lendemain. Le 9 octobre 2026, il est revenu sur ces mêmes priorités, affirmant qu’elles avaient été ignorées. Actualité.cd en a de nouveau reproduit les douze points, dans des termes très proches. [1] [4]

Ce chapitre explique ces orientations telles qu’elles sont rapportées publiquement. Il ne prétend ni connaître une vision interne de cabinet, ni transformer des critiques de l’orateur en faits démontrés. Lorsqu’il dénonçait une « dictature », une guerre mal conduite ou une cohésion

brisée, Joseph Kabila exprimait son analyse politique; les médias consultés rapportent cette analyse, sans en faire par eux-mêmes une preuve. En octobre 2026, il a conclu: « Le Congo est en péril. Le sauver est un impératif et une urgence. » [3]

Les douze intitulés sont donc conservés, mais leur sens est situé dans un cadre civil: droits opposables, débat pluraliste, institutions responsables, protection des civils et négociation conforme au droit. Ce livre n'est ni une consigne électorale, ni une invitation à adhérer à un parti, au FRN ou à une force armée. Il n'est pas signé, approuvé ou mandaté par Joseph Kabila.

Mettre fin à la dictature

La première proposition est rapportée en ces termes: « Mettre fin à la dictature ». [1] En mai 2025 comme en octobre 2026, elle s'inscrit dans une critique attribuée à Joseph Kabila de la manière dont le pouvoir était exercé. Cette critique ne permet pas d'établir à elle seule une qualification juridique du régime.

Dans une lecture institutionnelle, l'enjeu est de limiter tout pouvoir par la Constitution, le juge, le Parlement, la presse libre et le droit de contester. Mettre fin à l'arbitraire ne peut pas signifier substituer une autorité personnelle à une autre. Cela suppose des décisions motivées, des contrôles indépendants et des recours réellement accessibles. Le chapitre 4, consacré à l'État juste et à la gouvernance contrôlable, développe les garanties qui rendent cette exigence vérifiable.

Arrêter la guerre

« Arrêter la guerre » constitue le deuxième point de la liste publiée en mai et reprise en octobre. [1] [4] L'objectif est direct, mais sa mise en œuvre civile l'est moins: protéger les habitants, respecter les engagements humanitaires, permettre l'accès des secours et donner une place aux victimes dans les décisions qui les concernent.

Cette orientation ne décrit pas une victoire militaire ni une stratégie armée. Elle pose une obligation politique de rechercher une sortie de conflit qui ne sacrifie ni les civils ni leurs droits. Elle appelle des cessez-le-feu observables, une justice qui puisse traiter les crimes et des voies de réparation. Le chapitre 3 examine ces conditions: protection des

déplacés, accès au droit et dialogue qui ne remplace pas le devoir de rendre justice.

Rétablir l'autorité de l'État sur tout le territoire

Joseph Kabila proposait de « rétablir l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national ». [1] L'autorité d'un État ne se réduit pas à sa présence déclarée. Elle se reconnaît lorsqu'une personne peut obtenir un acte d'état civil, faire valoir un jugement, étudier, se soigner ou déposer plainte sans dépendre d'un intermédiaire arbitraire.

Cette présence doit être légale et responsable. Elle implique une administration formée, des magistrats protégés, des services locaux financés et une répartition claire des compétences entre les niveaux de pouvoir. L'État gagne en légitimité en répondant aux citoyens et en acceptant leurs recours, non par la contrainte hors droit. Les chapitres 4, 7, 8 et 9 suivent ce fil, des institutions de proximité aux services d'eau, de santé, d'école, d'énergie et de transport.

Restaurer la démocratie et l'État de droit

Le quatrième point vise à « restaurer la démocratie en revenant aux fondamentaux d'un véritable État de droit ». [1] C'est une formulation politique attribuée à l'orateur, non le constat établi que ces fondamentaux auraient cessé d'exister. Elle rappelle néanmoins une question mesurable: les règles s'appliquent-elles de façon égale, y compris lorsque le pouvoir est contesté ?

Une démocratie ne se limite pas au vote. Elle exige que la loi protège l'opposition, que l'administration explique ses décisions, que les élections soient administrées avec impartialité et que le juge puisse statuer sans instruction politique. Les libertés et le pluralisme sont des conditions de l'accord civique, pas des concessions accordées à des alliés. Le chapitre 4 propose de relier contrôle parlementaire, information publique et recours juridictionnel, sans attribuer ces dispositifs à Joseph Kabila.

Rétablir les libertés fondamentales

Le cinquième intitulé est « Rétablir les libertés fondamentales ». [1] Il doit s'entendre au regard des libertés d'expression, de réunion, d'association, d'information, de circulation et de défense, ainsi que des

garanties contre les arrestations arbitraires. Dans l'adresse d'octobre 2026, Radio Okapi rapporte que Joseph Kabila dénonçait des atteintes aux droits humains et aux libertés publiques; cette dénonciation reste la sienne. [3]

Pour avoir un effet civil, une liberté doit s'accompagner de règles claires: une restriction exceptionnelle doit être fondée en droit, nécessaire, contrôlable et contestable. Les journalistes, syndicalistes, défenseurs des droits, citoyens et agents publics doivent pouvoir parler, s'organiser et critiquer sans violence ni représailles. Le chapitre 4 traite de ces protections dans une démocratie qui ne se confond avec aucun parti.

Réconcilier les Congolais et reconstruire la cohésion nationale

La sixième proposition associe la réconciliation des Congolais à la reconstruction de la cohésion nationale. [1] En octobre 2026, Joseph Kabila a attribué la dégradation de la cohésion à la gouvernance qu'il critiquait; cette relation de cause à effet est son appréciation politique. [4] La proposition reste toutefois lisible comme une exigence de vivre ensemble: aucune identité, province ou communauté ne doit être traitée comme une citoyenneté de second rang.

La réconciliation requiert vérité, sécurité de la parole, réparation et traitement équitable des différends, notamment fonciers. Elle ne peut être une injonction à oublier les violences. Le chapitre 3 en tire des conditions de protection des victimes et de dialogue, tandis que le chapitre 12 relie la cohésion aux provinces, aux frontières et à une coopération qui respecte les habitants.

Le développement de la diaspora et la prise en compte des réfugiés relèvent ici d'une proposition nouvelle de ce livre, à partir des thèmes de paix, de cohésion et de développement. Ce ne sont pas des points textuellement exprimés parmi les douze propositions rapportées.

Relancer le développement par la bonne gouvernance et le partage équitable

Le septième point est détaillé: Joseph Kabila proposait de relancer le développement par une bonne gouvernance économique, une gestion administrative et financière « orthodoxe » et une répartition équitable

des ressources nationales. [1] Cette orientation ne chiffre aucune mesure et ne désigne pas à elle seule un modèle économique complet.

Son sens institutionnel est néanmoins précis: un budget doit indiquer qui décide, qui dépense, qui contrôle et quels services sont effectivement délivrés. La répartition équitable suppose des critères publics entre territoires et populations, sans promettre que toute inégalité matérielle disparaîtra immédiatement. Les chapitres 4 et 5 traitent de la traçabilité des fonds et de l'espace budgétaire; les chapitres 6 à 11 demandent que les ressources deviennent alimentation, santé, savoir, énergie, travail et protection des milieux.

Instaurer un dialogue sincère et permanent avec les voisins

La huitième proposition appelle à un dialogue « sincère et permanent avec tous les pays voisins » pour une paix et un développement durables dans la région. [1] Elle rejoint l'insistance placée par Joseph Kabila, en octobre 2026, sur un dialogue national inclusif; les deux démarches ne sont pas identiques, l'une étant régionale et l'autre intérieure. [3]

Un dialogue régional crédible doit avoir un objet connu, des interlocuteurs habilités et des engagements consignés. Il peut porter sur la sécurité des personnes, les échanges, les réfugiés, les frontières, les infrastructures ou l'exploitation des ressources. Il ne vaut pas abandon de souveraineté: un accord doit respecter la Constitution, être accessible au contrôle démocratique et prévoir des mécanismes pacifiques de règlement des différends. Le chapitre 13 développe cette coopération de droit, sans confondre diplomatie et soumission.

Rétablir la crédibilité auprès des partenaires

Joseph Kabila proposait de rétablir la crédibilité du pays auprès des partenaires régionaux, continentaux et internationaux. [1] La crédibilité ne se décrète pas par une déclaration ni ne dépend seulement de la personne qui gouverne. Elle se construit par des engagements cohérents, des institutions prévisibles et des informations qui permettent de vérifier les actes.

Pour les citoyens, elle a un sens concret: un partenaire public ou privé doit savoir quelle règle s'applique; l'État doit pouvoir défendre

ses intérêts avec des textes stables et des comptes justes. Cela ne commande aucun alignement automatique. Les chapitres 4, 10 et 12 proposent plutôt une transparence des contrats, une redevabilité budgétaire et une diplomatie soumise au débat légal.

Neutraliser les groupes armés et rapatrier les groupes étrangers

Le dixième point mentionne la « neutralisation » de tous les groupes armés nationaux et étrangers, ainsi que le rapatriement de ces derniers dans leurs pays d'origine. [1] Le mot est celui du compte rendu de la proposition; il ne fournit pas, dans ce livre, une méthode militaire. L'adresse d'octobre y revient parmi les orientations de 2025, sans en détailler le mécanisme. [3]

Dans un cadre civil, toute action doit être tenue par le droit, la protection des civils, le contrôle judiciaire et les obligations internationales. Pour les personnes associées à des groupes armés, les voies pertinentes sont la prévention du recrutement, le désarmement et la réintégration lorsque le droit le permet, l'enquête sur les crimes et des procédures individuelles équitables. Le rapatriement des ressortissants étrangers ne peut intervenir que par des arrangements diplomatiques, avec vérification de nationalité et garanties contre les refoulements contraires aux droits fondamentaux. Le chapitre 3 donne la priorité à la sécurité des personnes plutôt qu'à toute logique de représailles.

Mettre fin au recours et à l'utilisation des mercenaires

Le onzième point demande de mettre définitivement fin au recours et à l'utilisation des mercenaires. [1] Il appelle une qualification juridique rigoureuse des personnes, contrats et fonctions concernés: l'étiquette ne doit pas servir à contourner le droit ni à accuser sans preuve.

L'orientation civile est de soumettre toute présence armée non régulière à la loi, aux autorités compétentes et au contrôle public. Les contrats de sécurité, leurs bases légales, leurs responsabilités et leurs mécanismes de plainte devraient pouvoir être examinés, sous réserve des informations légalement protégées. Toute infraction relève de l'enquête et du juge, non de la vengeance collective. Le chapitre 4 fournit le cadre de redevabilité; le chapitre 3 rappelle que la protection des civils et des témoins reste première.

Obtenir le retrait des troupes étrangères

Enfin, Joseph Kabila demandait d'ordonner « le retrait, sans délai, de toutes les troupes étrangères du territoire national ». [1] En octobre, la reprise médiatique conserve ce point parmi les douze mesures. [4] Cette proposition relève, dans le présent ouvrage, d'une question juridique et diplomatique, jamais d'une stratégie militaire ou d'un appel à la résistance armée.

Un retrait durable exige d'identifier les présences concernées, leur fondement éventuel, les accords applicables et les responsabilités de chaque État. Il appelle des négociations vérifiables, des garanties pour les civils, une observation indépendante lorsque les parties en conviennent, et des voies internationales de règlement des différends. Le chapitre 13 examine les conditions d'une coopération régionale qui protège l'intégrité territoriale et les droits des personnes, sans promettre une solution par la force.

Raccord au programme du livre

Ces douze orientations publiques ordonnent des questions de paix, de droit, de cohésion, de gouvernance, de ressources et de relations régionales. Les chapitres suivants ne les présentent pas comme un programme personnel de Joseph Kabila. Ils les prennent comme des enjeux à rendre examinables: par les droits, les institutions, les budgets, les services et les recours. La feuille de route finale du livre propose ensuite des séquences civiles, contrôlables et non violentes pour transformer ces enjeux en débats et décisions publics.

CHAPITRE 03

Paix, protection des civils et réconciliation



Le dialogue civil, fondement de la paix — illustration de prospective

L'essentiel

> La paix civile ne commence pas avec une déclaration. Elle commence lorsqu'une famille peut dormir sans peur, être soignée, envoyer ses enfants à l'école et faire valoir un droit sans être humiliée. En RDC, elle suppose de protéger les personnes déplacées, de répondre à l'urgence sans les enfermer dans l'assistance, de rendre justice aux victimes et de créer un dialogue où nul ne renonce à sa dignité pour être entendu.

Ce chapitre formule des propositions du présent manuscrit. La voie défendue ici est strictement civile, vérifiable et non violente.

Ce que la crise exige

Les conflits entre citoyens, y compris les différends fonciers, doivent emprunter une procédure impartiale et accessible plutôt que des rap-

ports de force. Des services de proximité, une administration locale préventive et des lieux réguliers d'échange peuvent soutenir cette exigence. La crise actuelle la rend plus urgente et plus exigeante.

La personne déplacée n'est pas seulement quelqu'un qui a quitté un village. C'est une mère séparée de son activité, un enfant dont la scolarité est interrompue, un agriculteur sans terre, une famille accueillie par une autre famille déjà fragile. Le Plan de réponse humanitaire d'OCHA, publié en janvier 2026, estime que 14,9 millions de personnes auront besoin d'assistance au cours de l'année. Il vise 7,3 millions des plus vulnérables et requiert 1,4 milliard de dollars pour la réponse humanitaire.[7] Ce montant ne chiffre pas une politique proposée par ce livre. Il mesure l'ampleur de l'appel humanitaire.

Les repères doivent toujours être datés. Le plan de janvier faisait état de près de 5,3 millions de déplacés internes, majoritairement hébergés par des familles d'accueil. Le tableau de bord OCHA publié en mai, arrêté au 31 mars 2026, mentionne plus de 5,7 millions de personnes déplacées internes et une aide ayant atteint environ 3,6 millions de personnes pendant le premier trimestre.[7], [8] Le bulletin régional UNHCR couvrant août 2026, publié le 17 septembre, compte environ 1,3 million de réfugiés et demandeurs d'asile congolais dans les pays voisins. Ce dernier nombre ne mesure pas les déplacements internes.[9]

La fermeture brusque de sites en 2025 et les retours vers des zones parfois instables, relevés par OCHA, montrent qu'un retour administratif n'est pas nécessairement un retour chez soi.[7] Un retour digne suppose un choix libre, une sécurité durable, des services accessibles et une solution aux différends de logement, de terre ou de documents.

Protéger avant de reconstruire

La première proposition du manuscrit est un **pacte civil de protection et de solutions pour les personnes déplacées**. Il ne créerait pas une administration parallèle. Après les validations requises, il mettrait autour d'un même cadre les autorités provinciales et territoriales, les services sociaux et de justice, les représentants des déplacés, les communautés hôtes, les organisations de femmes et les acteurs humanitaires. Son principe serait clair: l'aide suit les besoins, non l'appartenance politique, ethnique ou territoriale.

Ce pacte devrait reposer sur des droits observables. Chacun devrait pouvoir demander une assistance sans discrimination, signaler une violence ou une extorsion par un canal sûr, refaire ses documents essentiels et contester une décision qui affecte l'aide ou le logement. Les données recueillies devraient être limitées au nécessaire, protégées et séparées de tout usage de contrôle politique. Les Principes directeurs des Nations unies relatifs au déplacement interne offrent une référence internationale: ils rassemblent les garanties de droits humains et de droit humanitaire applicables avant, pendant et après le déplacement.[10]

Avant toute fermeture de site ou relocalisation, une information compréhensible devrait être donnée dans les langues appropriées. Femmes, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap et adolescents doivent pouvoir parler sans représailles. Une commission locale de règlement des différends fonciers, reliée au juge compétent et non substituée à lui, pourrait documenter les réclamations et chercher une médiation équitable.

Prenons un cas hypothétique. Une veuve déplacée retrouve sa parcelle occupée et son certificat perdu. La réponse juste n'est ni de l'obliger à repartir sans garantie, ni de promettre un titre impossible à vérifier. Il faut enregistrer sa demande, assurer un hébergement transitoire et une aide juridique, entendre les parties, puis soumettre le litige à l'autorité compétente avec possibilité de recours. La protection devient une chaîne de décisions traçables, non une faveur de l'urgence.

Un dialogue national qui protège la parole civile

Un dialogue national ne vaut que par ses règles. L'idée d'un dialogue national inclusif a de nouveau été portée dans le débat public en octobre 2026, dans une position attribuée par Radio Okapi à Joseph Kabila.[3] Cela ne dispense pas de définir ce que serait un dialogue légitime. Le présent manuscrit propose qu'une telle initiative repose sur une base institutionnelle explicite, un mandat public et les validations constitutionnelles et politiques nécessaires. Elle ne peut appartenir ni à un camp, ni à un gouvernement, ni à une opposition.

Les déplacés et les communautés hôtes devraient y disposer de représentants choisis selon une procédure transparente. Les victimes, les femmes, les jeunes, les autorités coutumières, les confessions

religieuses, les organisations de défense des droits, les syndicats et les provinces doivent pouvoir contribuer. L'inclusion n'est pas le fait de remplir une salle. C'est la capacité d'influer sur l'ordre du jour, d'accéder aux documents et de recevoir une réponse motivée.

Le dialogue devrait publier son mandat, ses règles de représentation, ses financements, les déclarations d'intérêts de ses animateurs et des comptes rendus accessibles. Il devrait aussi dire ce qu'il ne peut pas faire: aucune discussion politique ne doit effacer le droit des victimes à la justice ni devenir une amnistie déguisée. Dialoguer n'est pas troquer la vérité contre le silence. C'est convenir d'un chemin légal pour reconnaître les torts, réparer ce qui peut l'être et prévenir leur répétition.

La justice transitionnelle comme service rendu aux victimes

La justice transitionnelle n'est pas une institution lointaine. Elle désigne des démarches judiciaires et non judiciaires destinées à traiter les héritages de conflits, de répression et de violations massives: vérité, poursuites, réparations et garanties de non-répétition. Le HCDH rappelle qu'elle doit être adaptée au contexte, portée au niveau national et centrée sur les besoins des victimes.[11]

La RDC ne part pas de rien. En 2025, le PNUD mentionnait la création du Fonds national de réparation des victimes de crimes de guerre, FONAREV, comme une avancée de reconnaissance des droits des victimes.[12] L'accès mobile à la justice montre aussi que la distance n'est pas une fatalité: entre janvier 2023 et novembre 2024, l'appui du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme à 13 équipes d'enquête et 19 juridictions mobiles a contribué à 777 condamnations. Ce bilan ne résume pas toute la justice congolaise, mais il démontre qu'un accès plus proche des victimes peut produire des résultats.[13]

Le manuscrit propose un parcours en trois liens. D'abord, une consultation protégée dans les provinces et dans la diaspora, pour recueillir les attentes des victimes. Ensuite, une feuille de route officielle qui précise institutions responsables, voies de recours et protection des témoins. Enfin, un suivi public des réparations et des réformes. La création d'une nouvelle commission nationale, si elle était retenue, exigerait un fondement légal clair, une sélection indépendante de ses

membres et un budget contrôlable. Elle ne devrait pas se substituer aux juridictions compétentes.

Réparer ne signifie pas uniquement verser une somme. Une réparation peut rétablir un acte d'état civil, permettre un soin durable ou la scolarité interrompue d'un enfant, reconnaître une disparition, protéger un témoin ou restaurer un accès à la terre. Mais elle ne doit pas devenir le prix du silence. Les victimes gardent le choix de participer ou non et de connaître l'usage de leur parole.

Des garanties qui se mesurent

La paix civile devient crédible lorsqu'elle laisse des preuves. Le pacte devrait publier, par territoire, le nombre de plaintes reçues, le délai moyen de réponse et la part des décisions exécutées, sans exposer l'identité des personnes. Le dialogue serait évalué par la présence réelle des déplacés, des femmes et des jeunes dans les décisions, par la publication des désaccords et par la mise en œuvre des engagements validés.

Pour les retours, le test est concret: six mois plus tard, la famille dispose-t-elle d'un abri, d'un accès réaliste à l'eau, à la santé et à l'école, ainsi que d'une voie de recours pour sa terre ou ses documents ? Si la réponse est non, le retour ne peut pas être qualifié de solution durable. Une politique publique de protection civile et de justice devrait être budgétée par les autorités compétentes après diagnostic territorial; ses dépenses, marchés, transferts et résultats devraient être publiés régulièrement. Les partenaires extérieurs peuvent soutenir, mais ne doivent ni choisir les victimes ni remplacer la responsabilité de l'État.

Des recours accessibles et des espaces de discussion peuvent contribuer à la paix sociale. La refondation proposée par ce livre ne promet pas la paix au nom d'un homme ou d'une organisation: elle vise à rendre la protection des personnes, l'égalité devant le droit et la redevabilité publique observables par tous.

CHAPITRE 04

Un État juste et une gouvernance contrôlable



Le service public au plus près des citoyens — illustration de prospective

L’essentiel

> Un État juste ne demande pas au citoyen de croire sur parole. Il lui donne des droits opposables, une administration qui répond, des comptes que chacun peut lire et un recours qui fonctionne. Il accepte d’être contrôlé, même lorsque ce contrôle gêne le pouvoir en place.

La refondation ne consiste donc pas à multiplier les textes. La République possède une Constitution, des cours et tribunaux, une Cour des comptes, des assemblées, des provinces et des entités territoriales décentralisées. Le défi est de les relier au quotidien: une décision motivée, une dépense traçable, un juge libre, un service accessible et une plainte suivie. Les mécanismes de ce chapitre sont des propositions du manuscrit. Ils ne sont ni un engagement attribuable à une personnalité ni le programme d’une organisation.

Passer de l'intention à la preuve

Des voies de recours accessibles, des recrutements publics fondés sur la compétence, le contrôle des responsables et la participation des citoyens sont des conditions de l'impartialité institutionnelle. Le traitement des conflits locaux doit relever d'institutions impartiales.

Depuis 2011, les instruments se sont étoffés. L'Autorité de régulation des marchés publics, issue de la réforme de 2010, dispose d'un portail répertoriant notamment plans de passation, rapports et décisions. Le ministère du Budget indique publier un Budget citoyen depuis 2011 afin de faciliter la compréhension et le suivi du budget par le public. [14], [15]

Il existe aussi des expériences plus récentes dans la justice. Le PNUD rapporte qu'en 2024 quatre outils numériques ont été introduits dans la chaîne pénale et que le système de gestion des détenus était déployé dans **12 villes**. C'est un résultat de programme qui améliore la traçabilité; ce n'est pas la preuve que toute la justice est numérisée ou accessible. [16] Le besoin demeure: faire servir l'institution à la personne avant toute relation, fortune ou préférence partisane.

Une Constitution vécue, pas seulement invoquée

La Constitution révisée en 2011 offre un socle net. Son article 149 affirme l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les articles 150 et 151 font du juge le garant des libertés, le soumettent à la seule autorité de la loi et interdisent à l'exécutif de lui donner des injonctions, d'entraver une procédure ou de s'opposer à l'exécution d'un jugement. Le Conseil supérieur de la magistrature gère le pouvoir judiciaire et prépare son budget avant son inscription au budget général. [14]

Cette indépendance doit devenir visible. Le manuscrit propose de publier chaque année les postes judiciaires ouverts, les critères de sélection et les décisions de carrière, sous une forme respectueuse de la vie privée. Il propose aussi un registre anonymisé des sanctions disciplinaires et un suivi de l'exécution des jugements contre les administrations. Le Conseil supérieur de la magistrature et les juridictions existantes peuvent porter cette discipline. Toute mesure touchant le statut des magistrats ou le secret de l'instruction devrait toutefois passer par la loi et un contrôle de constitutionnalité.

L'indépendance n'est pas un privilège professionnel. Elle permet à une famille, à une personne détenue ou à une petite entreprise d'être entendue sans devoir connaître un intermédiaire. Dans l'enquête Entreprise 2024, **60 %** des entreprises interrogées en RDC percevaient les tribunaux comme indépendants et impartiaux dans les litiges commerciaux, contre 70 % en Afrique subsaharienne. Cet indicateur ne mesure ni l'opinion de toute la population ni la justice pénale. Il signale cependant que l'impartialité doit être constatable, et non seulement proclamée. [17]

La première étape proposée vise donc les tribunaux de paix, l'aide juridique et l'exécution des décisions. Les audiences foraines peuvent désengorger une zone éloignée, mais ne remplacent pas une présence durable. La médiation coutumière ou communautaire peut apaiser un conflit foncier ou familial si elle est librement acceptée et si elle ne retire jamais à une personne son droit de saisir le juge. Toute entente qui viole l'égalité, la dignité ou les droits fondamentaux doit pouvoir être écartée par une juridiction régulière.

Rendre chaque franc public suivable

Un budget voté annonce une intention. L'exécution révèle la décision réelle. Le Rapport sur la situation économique de la RDC, publié par la Banque mondiale en juillet 2025, estime le déficit du gouvernement central à **2,0 % du PIB en 2024**. Ce constat ne justifie pas l'austérité par principe. Il rappelle qu'une priorité nouvelle doit être choisie, financée et contrôlée. [18]

La procédure compte autant que le montant. Le FMI relève qu'au deuxième trimestre 2024 les dépenses passées par procédures d'urgence représentaient **15,7 % de la dépense totale**. Ces procédures peuvent contourner des étapes ordinaires d'engagement, de vérification et d'ordonnancement. Le programme de janvier 2025 prévoyait donc des publications trimestrielles par procédure et par institution. C'est une donnée de flux pour un trimestre et un engagement de réforme, non un bilan ultérieur. [19]

Le manuscrit propose une chaîne publique unique: plan de passation, appel d'offres, décision, contrat, avenants, paiements, réception de l'ouvrage et contrôle. Les informations réellement sensibles seraient protégées pour une durée strictement justifiée, sans devenir un rideau général. Elles seraient consultables sur téléphone, téléchar-

geables et conservées dans une archive stable. L'ARMP, les administrations contractantes, les organes de contrôle, la Cour des comptes et les assemblées peuvent intervenir dans ce circuit. Une obligation d'échange de données et de publication complète demanderait, selon son contenu, validation réglementaire ou parlementaire.

Cette proposition ne suppose pas que tout soit absent. Le Budget citoyen et le portail de l'ARMP sont des points d'appui. Mais des documents séparés ne suffisent pas si le citoyen ne peut relier un projet à son coût final, à son prestataire et à son résultat. L'évaluation PIMA du FMI distingue précisément le droit et son effectivité. Elle rapporte qu'une évaluation de la Banque mondiale avait jugé **48 %** des processus conformes à la loi en 2020. C'est un repère historique, non une mesure de 2026. [20]

À titre d'exemple hypothétique, une commune qui réhabilite un marché publierait le besoin, l'enveloppe, les offres recevables, le contrat, les versements et la réception. Des habitants, des commerçants et des élus pourraient signaler un écart. L'administration devrait répondre dans un délai connu. La dénonciation ne remplacerait ni l'enquête ni le contradictoire; elle déclencherait une vérification documentée.

Décentraliser la responsabilité avec les moyens correspondants

La décentralisation rapproche la décision de la personne qui utilise l'école, le centre de santé, la route ou le tribunal. Elle ne doit pas devenir le transfert d'une responsabilité sans ressource. La Constitution prévoit que **40 %** des recettes à caractère national allouées aux provinces sont retenues à la source. Elle charge aussi la Cour des comptes de contrôler les comptes de l'État, des provinces, des entités territoriales décentralisées et des organismes publics, avec un rapport annuel destiné à être publié. Ce sont des obligations constitutionnelles; elles ne prouvent pas, par elles-mêmes, la régularité des transferts ni des contrôles. [14]

Le manuscrit propose un relevé trimestriel commun au pouvoir central, à chaque province et aux entités concernées: base de calcul, montant dû, date de mise à disposition, montant reçu et usage programmé. Il serait certifié par les services financiers, discuté en audience publique de l'assemblée provinciale et contrôlable par la

Cour des comptes. En cas de désaccord, la conciliation administrative puis le recours au juge remplaceraient la pression politique.

Les droits humains, les droits civils et coutumiers, ainsi que l'administration des cours, tribunaux et prisons relèvent de compétences concurrentes entre le pouvoir central et les provinces. [14] Pour chaque service prioritaire, il faut donc publier qui fixe la norme, qui paie, qui recrute, qui exécute et qui répond au citoyen. Sans cette répartition, deux administrations se renvoient la faute et personne ne rend le service.

Une démocratie qui contrôle sans se confondre avec un parti

Le vote est irremplaçable, mais il ne suit pas une route, un hôpital ou une décision de justice entre deux élections. La démocratie contrôlable proposée ici associe droit de pétition avec réponse motivée, audiences budgétaires ouvertes, accès aux documents, commissions parlementaires capables d'auditionner et de suivre, et jurys citoyens tirés au sort pour évaluer un service local. Le tirage au sort limite la confiscation par les réseaux. La parité, la représentation territoriale et la déclaration des conflits d'intérêts devraient l'encadrer. Ces jurys constateraient, questionneraient et publieraient un avis; ils ne remplaceraient ni les élus, ni les tribunaux, ni les organes de contrôle.

La protection des personnes est non négociable. Les lanceurs d'alerte ne doivent pas être exposés. Les données personnelles doivent être protégées. Les séances doivent être accessibles dans les langues utiles localement et aux personnes handicapées. Les réponses administratives doivent être motivées et contestables. Le contrôle civil refuse l'intimidation et la violence: le désaccord se traite par le débat, le recours et la preuve.

Le financement doit rester honnête. Le manuscrit ne chiffre pas des économies imaginaires. Une phase initiale peut réaffecter, après vote budgétaire, des crédits de publication, d'audit, de formation et de systèmes d'information. Toute économie issue d'une meilleure concurrence ou d'une moindre dérogation ne serait réinvestie qu'après constat et audit. Un appui technique extérieur peut aider, à condition que les données, les règles et l'autorité de contrôle restent publics et congolais.

L’évaluation doit être régulière et compréhensible: part des transferts provinciaux effectivement mise à disposition, marchés documentés à chaque étape, dépenses d’urgence, délai de réponse aux pétitions et exécution des décisions de justice contre l’administration. Chaque année, la Cour des comptes et le Parlement examineraient ces résultats en séance publique. Les indicateurs ne doivent pas humilier une province; ils doivent montrer où le droit et le service n’arrivent pas encore.

La question demeure: comment l’État rend-il compte et protège-t-il les personnes ? La réponse de ce manuscrit est civile, vérifiable et non violente. Les propositions de ce chapitre n’impliquent aucun soutien à la violence ni à un groupe armé.

CHAPITRE 05

Population, pauvreté et finances publiques



L’économie locale et les moyens d’existence — illustration de prospective

L’essentiel

> La RDC est devenue plus nombreuse et plus urbaine. Elle reste marquée par une pauvreté de masse. Sa croissance ne devient pas automatiquement emploi, revenu ou service public. La refondation doit donc mesurer honnêtement, dépenser utilement et rendre compte.

Un pays qui a changé d’échelle

La RDC a changé d’échelle. La Banque mondiale donne pour 2025 une population de 112 832 473 habitants. Il s’agit d’une estimation de milieu d’année, et non du résultat d’un recensement mené en 2025. La définition retient les résidents, quel que soit leur statut juridique ou leur nationalité. [21], [22]

La population urbaine représente 45,1 % du total en 2025, contre 44,7 % en 2024. « Urbain » désigne les zones définies par les offices statistiques nationaux, puis harmonisées par l'ONU. Ce n'est ni un dénombrement instantané ni une frontière sociale. [23], [24]

Il faut soutenir la production et les services ruraux, mais aussi répondre à l'extension des villes: eau, assainissement, école, santé, transport, emploi et accès au sol. Toute donnée démographique doit être étiquetée comme recensement, estimation ou projection. Une école ou une route se juge au nombre de personnes desservies, au temps économisé et à la qualité du service.

La pauvreté exige des définitions, pas des slogans

Le seuil national correspond au coût d'un panier de besoins de base. Un seuil international convertit les niveaux de vie en parités de pouvoir d'achat, ou PPA, afin de comparer des pays. Trois dollars PPA 2021 ne veulent donc pas dire trois dollars au taux de change du jour.

La dernière enquête de ménages représentative à l'échelle nationale, l'ECVM 2024, estime que 69,1 % des Congolais vivent sous le seuil national de pauvreté. C'est le repère actuel le plus pertinent pour la pauvreté définie au niveau national. Il ne suffit toutefois pas à démontrer une amélioration ou une dégradation par rapport à n'importe quelle enquête précédente. La Banque mondiale précise que l'ECVM 2024 a utilisé un nouveau module de consommation et une méthode du coût des besoins de base par personne. Cette évolution crée une rupture dans la série. [25]

La dernière estimation internationale effectivement publiée dans la base PIP provient de l'enquête de 2020: 85,3 % de la population vivait alors sous le seuil de 3,00 dollars PPA 2021 par jour. Le taux d'environ 80,5 % présenté pour 2026 est une projection, non une observation. Il ne faut ni le présenter comme le résultat d'une enquête de 2026 ni en faire une promesse. [25]

Les chiffres de pauvreté ne peuvent pas être comparés mécaniquement lorsqu'ils reposent sur des seuils, années, prix, PPA, questionnaires ou méthodes différents. Un chiffre supérieur à 80 % peut renvoyer à un seuil international, à une autre année ou à un raccourci politique dont la définition reste à établir. Mettre ces chiffres côte à côte sans préciser leurs conditions de production fabriquerait un faux diagnostic.

Le manuscrit propose que l'INS publie, à chaque enquête, le seuil national, les résultats par province, les seuils internationaux, le questionnaire et une note sur les ruptures de série. Les objectifs publics pourront alors porter sur des résultats contrôlables. La statistique doit corriger l'action, non habiller un discours.

Croissance, inflation et emploi: le décalage à combler

Pour 2025, année achevée mais encore susceptible de révision statistique, le FMI estime la croissance réelle à 5,7 % et l'inflation moyenne à 7,4 %. L'expansion a été soutenue par les activités extractives. Leur forte intensité en capital explique qu'une hausse de production ou d'exportations ne crée pas nécessairement beaucoup d'emplois productifs. [26]

Au 26 octobre 2026, l'année est en cours. Le World Economic Outlook d'octobre prévoit 5,2 % de croissance réelle et 4,3 % d'inflation moyenne pour 2026. Ce sont des projections, non des données observées. Elles dépendront notamment des cours miniers, du change, des coûts d'importation, de la sécurité et de l'exécution budgétaire. [27]

Une économie ouverte, encadrée par des règles d'intérêt général et par un accompagnement public lorsque nécessaire, doit être jugée à une question simple: la valeur créée au Congo devient-elle revenu, emploi ou service ? Une mine peut accroître les recettes sans améliorer aussitôt la vie d'une cultivatrice ou d'un apprenti. L'exemple est hypothétique, mais le mécanisme est réel.

Reconstruire l'espace budgétaire

L'espace budgétaire est la capacité durable de financer une priorité sans mettre en péril les obligations essentielles, la stabilité des prix ou la dette. Il repose sur des recettes correctement mobilisées, des dépenses bien choisies, des procédures fiables et, lorsque cela est justifié, un emprunt supportable.

En 2025, le FMI estime les recettes intérieures à 11,5 % du PIB, les dépenses du gouvernement central à 13,3 % et le solde budgétaire intérieur à moins 1,9 % du PIB. Le solde global serait de moins 2,9 %. Les dépenses exceptionnelles de sécurité atteignent 3,5 % du PIB, tandis que l'investissement intérieur hors SICOMINES est évalué à 1,2 %. Ces proportions montrent le coût d'opportunité: chaque franc

affecté sans contrôle est indisponible pour le service aux personnes ou l'investissement productif. [26]

La dette demande la même rigueur. Dans l'analyse de viabilité du FMI, l'encours de dette couvert en 2025 est estimé à 20,424 milliards de dollars: 11,548 milliards de dette extérieure et 8,876 milliards de dette intérieure. Dans ce périmètre, il correspond à 17,9 % du PIB. Un encours n'est pas une somme immédiatement disponible. Il doit être lu avec sa monnaie, son échéancier, son coût et son champ de couverture. [26]

Le WEO d'octobre 2026 emploie un autre agrégat, la dette brute des administrations publiques, qu'il projette à 23,7 % du PIB en 2026. Les deux ratios ne sont pas automatiquement concurrents ni additionnables. Ils peuvent différer par leur périmètre, la date de mesure, le taux de change et les révisions du PIB. La question publique est donc: qui doit quoi, dans quelle monnaie, à quelle échéance, pour quel projet et sous quel contrôle ? [27]

Le manuscrit propose de reconstruire l'espace budgétaire avant de le distribuer. Toute recette exceptionnelle doit être publiée avant son affectation. Toute dépense d'urgence doit être régularisée, avec son objet, son bénéficiaire final et son résultat. Tout emprunt significatif devrait recevoir une fiche publique: coût total, devise, échéancier, projet financé et indicateur de service rendu.

Cette règle peut s'appuyer sur des institutions existantes: Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, cadre macroéconomique, Cour des comptes, Inspection générale des finances, Parlement et administrations provinciales. Le rapport du FMI documente des leviers déjà engagés: compte unique du Trésor, publication des paiements d'investissement, contrôle des procédures et cadre budgétaire distinguant les revenus de ressources. Leur efficacité dépendra d'une pratique constante, pas d'un effet d'annonce. [26]

Le financement peut combiner une meilleure administration fiscale et douanière, l'évaluation des exonérations, la transparence minière, la réduction des fuites et une dette réservée à des projets solides. Les économies dégagées doivent être affectées selon des règles publiées.

Une refondation que chacun peut vérifier

La vision de ce manuscrit est civile et non violente: dialogue inclusif, paix fondée sur la protection des personnes et le droit, État de droit

effectif, gouvernance contrôlable, souveraineté économique tournée vers la valeur créée au Congo et services publics mesurables. Elle ne demande pas de croire à une intention. Elle organise la preuve.

Tous les six mois, les institutions compétentes pourraient publier un même tableau de bord distinguant le réalisé du projeté. Il suivrait l'inflation, les recettes encaissées, les dépenses d'urgence régularisées, le service de la dette, les investissements et quelques résultats territoriaux. La pauvreté monétaire ne serait actualisée que lorsqu'une enquête le permet.

La priorité est donnée aux effets vécus, aux recours, au partage des ressources et au contrôle public. Les propositions de ce chapitre ne valent que par leur adoption régulière, leur financement transparent et leur effet vérifiable sur la vie des Congolais.

CHAPITRE 06

Agriculture et sécurité alimentaire



Cultiver, transformer, nourrir — illustration de prospective

L’essentiel

> La RDC ne manque pas d’abord de terres, d’eau ou de savoir-faire paysan. Elle manque trop souvent de la chaîne qui relie un champ sûr à une assiette saine: un droit foncier défendable, des conseils adaptés, une route praticable, un stockage et un marché loyal. C’est la différence entre un potentiel agricole et une sécurité alimentaire réelle.

La priorité est de protéger la capacité des familles à produire, acheter et consommer une alimentation diversifiée. Réduire la dépendance alimentaire ne veut pas dire fermer les frontières. Cela veut dire que les denrées importées ne deviennent plus la réponse permanente à des récoltes, des marchés et des revenus que le pays aurait pu sécuriser.

Du potentiel à la nourriture disponible

L'agriculture, l'élevage, la pêche et le développement rural supposent des voies d'évacuation, la recherche, les organisations de producteurs, la sécurité foncière et des débouchés. Les chiffres de superficie, d'importations et de budget des années 2000–2010 ne décrivent pas, par eux-mêmes, la RDC de 2026.

Ce qui a changé, c'est l'ampleur et l'imbrication des chocs. La dernière analyse IPC publiée avant la présente mise à jour — le 12 mai 2026, pour janvier–juin 2026 — estimait à environ 26,5 millions le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë élevée, soit 23 % de la population analysée. Plus de 3,6 millions relevaient de la phase 4, dite « Urgence ». La phase 3, « Crise », signifie que les ménages ont des déficits de consommation ou ne répondent à leurs besoins qu'au prix de stratégies non durables; la phase 4 correspond à des déficits majeurs et à un risque nutritionnel très élevé. [28]

La faim n'est donc pas seulement l'absence de calories produites à l'échelle nationale. C'est aussi l'impossibilité d'accéder à la nourriture au bon moment et à un prix supportable. L'IPC relie la situation aux conflits, aux chocs économiques et climatiques, à l'affaiblissement des infrastructures et services, aux lacunes de protection sociale et à l'insuffisance de l'aide. [28] Quand une famille perd son champ, évite une route dangereuse ou ne peut vendre sa récolte, le potentiel du pays ne la nourrit pas.

La nutrition rend l'obligation plus précise. L'analyse IPC de décembre 2025, valable jusqu'en juin 2026, projetait que 4,18 millions d'enfants de 6 à 59 mois souffriraient de malnutrition aiguë au cours de cette période, dont plus de 1,35 million de malnutrition aiguë sévère. La malnutrition aiguë ne se confond pas avec la faim: maladies, alimentation complémentaire insuffisante et défaillances d'eau, d'hygiène et de soins y concourent aussi. [29]

Le potentiel demeure tangible. La FAO décrit en 2026 des terres arables et irrigables sous-exploitées, des infrastructures faibles et une RDC importatrice nette de denrées alimentaires. [30] Plutôt que répéter des superficies anciennes, il faut connaître les terres réellement cultivées, protégées, contestées ou inaccessibles. Le manuscrit propose un atlas agroécologique et foncier public, construit avec services provinciaux et communautés, qui distingue le possible du mobilisable sans détruire les forêts, les zones humides ni les droits d'autrui.

Produire mieux, sans déposséder

La productivité ne se résume ni au tracteur ni à la taille d'une exploitation. Elle est la capacité d'obtenir davantage de nourriture, de revenu et de stabilité à partir d'un travail donné, sans épuiser les sols ni créer une dette impossible à rembourser. Elle peut commencer par une semence fiable, un conseil de proximité, l'association de cultures, un stockage protégé ou l'accès à l'eau. Elle exige aussi que femmes et jeunes puissent exploiter la terre sans discrimination.

Le ministère de l'Agriculture dispose d'un point d'appui: le Programme national de développement agricole vise, dans des zones ciblées, la productivité et l'accès des petits exploitants aux marchés. Son suivi d'avril 2026 juge les résultats inégaux. Des progrès sont relevés sur le maïs et les ventes d'exploitants soutenus; plusieurs résultats attendus sur le manioc, l'arachide et l'entretien routier restaient nuls au point d'étape. [31] Il faut donc étendre seulement ce qui est évalué, corrigé et adapté aux territoires.

Le foncier est la première assurance de cette production. Droit écrit, coutume, autorités locales et pratiques familiales se rencontrent parfois sans règle lisible. Une étude de la Banque mondiale sur le manioc relève le coût d'accès à la terre, l'insécurité des droits, les conflits et les difficultés d'aménagement; elle note que des documents peuvent ne pas protéger contre une dépossession. [32] Le manuscrit propose des guichets fonciers territoriaux: cartographie publique des droits et usages, médiation documentée, enregistrement abordable et recours indépendant. Une concession ne devrait avancer qu'après information publique, consentement selon les règles applicables et possibilité effective de contester. Cela exigerait validation légale et coordination entre autorités foncières, judiciaires, coutumières et provinciales.

Les coopératives peuvent donner aux petits producteurs un meilleur accès au stockage, au transport, à la transformation ou au crédit. Elles ne doivent pas devenir des relais de faveur politique. La proposition du manuscrit est de conditionner l'appui public à des statuts accessibles, des comptes vérifiables, l'élection régulière des responsables, la publication des prix et une procédure de plainte. Une coopérative utile ne confisque ni terre ni récolte de ses membres.

Faire du marché rural un service économique

Un marché rural ne se réduit pas à un hangar. Sans route entretenue, sécurité civile, information sur les prix, balances fiables et conservation, une bonne récolte peut devenir une perte. Les prélèvements imprévisibles et les tracasseries renchérissent aussi l'alimentation; la Banque mondiale les documente dans la chaîne du manioc, avec les limites de la route et de l'électricité. [32]

Le manuscrit propose des contrats territoriaux de marché rural, élaborés par les communes ou secteurs avec producteurs, femmes commerçantes et consommateurs. Ils porteraient sur l'accès et son entretien, l'eau et l'assainissement, l'espace de vente sûr, le stockage, l'affichage des prix et le tarif officiel des redevances. Ils ne remplaceraient pas le budget public. Ils en rendraient l'emploi visible et distingueraient les frais légaux des prélèvements abusifs. Aucun paiement ne devrait être exigé sans base publiée, reçu et recours.

La transformation locale doit suivre la demande alimentaire réelle. Manioc, maïs, légumineuses, produits de pêche, lait et horticulture n'ont ni les mêmes risques ni les mêmes débouchés. Une unité de séchage, de mouture ou de froid n'a de sens que si approvisionnement, énergie, entretien et acheteur sont établis. L'État peut favoriser les normes de qualité, la recherche appliquée et des achats publics transparents, si le cadre juridique et sanitaire le permet.

Financer, garantir, mesurer

La sécurité alimentaire exige une continuité qui dépasse une campagne agricole. Le financement doit partir d'arbitrages publics, non de montants promis sans base. Le manuscrit propose de présenter ensemble, dans les budgets nationaux et provinciaux, les dépenses agricoles, rurales, nutritionnelles et d'entretien. Chaque ligne indiquerait responsable, territoire, calendrier et résultat attendu. Les contributions privées ou extérieures peuvent compléter cet effort, à condition que leurs engagements, conditions et évaluations soient publics.

Les garanties protègent l'agriculteur et l'argent public: aucun déplacement forcé au nom d'un projet agricole; aucun crédit sans information intelligible sur son coût et son risque; aucun marché attribué sans publicité des critères; aucune aide d'urgence détournée de son objet. Les élus, organisations paysannes, inspections et médias locaux

doivent pouvoir vérifier ces règles sans intimidation. Une plainte appelle une réponse datée.

L'évaluation devra être simple et régulière. Elle suivra les récoltes vendues sans perte excessive, le temps et le coût d'accès au marché, l'écart de prix entre producteur et consommateur, l'accès des femmes et des jeunes aux services, la résolution des litiges fonciers et la qualité nutritionnelle des aliments disponibles. Ces données seront croisées avec les alertes IPC et les services de santé, sans confondre une baisse ponctuelle des prix avec la disparition de la malnutrition. Les résultats doivent être publics, territorialisés et discutés avec ceux qui produisent et achètent.

La question est directe: comment faire d'un potentiel agricole une prospérité partagée ? La réponse de cette feuille de route est civile et vérifiable: sécuriser les personnes et leurs droits, rendre les marchés praticables, produire avec les communautés plutôt qu'à leur place, et mesurer ce qui atteint réellement l'assiette. C'est ainsi que la souveraineté économique peut devenir de la valeur créée au Congo et une vie mieux protégée, non un mot d'ordre.

CHAPITRE 07

Santé, eau et protection sociale



Soigner avec compétence et dignité — illustration de prospective

L’essentiel

> Une refondation se juge à ce qu’elle protège lors d’une naissance, d’une maladie, d’une perte de revenu ou d’une pénurie d’eau. La RDC a progressé depuis le début des années 2010, mais une moyenne nationale ne garantit pas à chacun un service continu, abordable et digne. Ce chapitre propose un contrat public unique pour la santé, l’eau, l’assainissement, la nutrition et la protection sociale: des droits concrets, des responsabilités identifiables et des résultats vérifiables.

Il ne s’agit ni d’un conseil médical individuel ni d’une promesse attribuée à une personne. C’est une proposition de ce manuscrit, fondée sur une refondation civile et non violente où l’État se laisse contrôler par les résultats qu’il délivre.

Depuis 2011: des avancées, mais un droit encore inégal

Les difficultés d'accès aux soins, à l'eau et à leur financement appellent des services de première ligne, l'hygiène publique, une régulation et des dispositifs de solidarité. Ces besoins doivent être traités comme des obligations de service, avec des moyens et des recours vérifiables.

Les séries internationales montrent une amélioration, sans autoriser l'autosatisfaction. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 62,1 ans en 2024. Elle indique le nombre moyen d'années qu'un nouveau-né vivrait si les taux de mortalité de l'année restaient inchangés. Ce n'est ni une prévision personnelle ni l'âge auquel chacun mourra. [33]

La baisse de la mortalité des enfants doit être lue avec précision. En 2024, la mortalité infantile est estimée à 56,4 décès avant un an pour 1 000 naissances vivantes. La mortalité des moins de cinq ans est de 89,7 pour 1 000. La seconde inclut la première année et les années qui suivent: les confondre fausserait le diagnostic. La fiche UNICEF retrace un recul du taux des moins de cinq ans, de 180 en 1990 à 89,7 en 2024. [34]

Le ratio de mortalité maternelle est estimé à 427 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2023. Il rapporte les décès liés à la grossesse, à l'accouchement ou à leurs suites dans les 42 jours aux naissances vivantes. C'est une estimation internationale, avec une incertitude large, et non un décompte administratif exact. Le progrès des soins doit donc s'accompagner d'un meilleur enregistrement des événements de santé. [35]

L'indice de couverture des services de santé essentiels atteint 41 sur 100 en 2023. Il ne signifie pas que 41 % de la population est assurée. L'OMS le construit à partir de quatorze traceurs, de la santé maternelle et infantile aux maladies infectieuses, à la capacité hospitalière et aux personnels. Il mesure une couverture de services, non leur seule existence sur un organigramme. [36], [37]

L'eau et l'assainissement font partie du même diagnostic. Les estimations JMP publiées en 2025 pour 2024 indiquent que 36 % de la population utilisent au moins un service de base d'eau potable et 16 % au moins un service de base d'assainissement. Seulement 12 % utiliseraient une eau potable gérée en toute sécurité: source améliorée, disponible sur place et quand il le faut, exempte de contamination. [38], [34]

La nutrition relie ces services. En 2023, 44,7 % des enfants de moins de cinq ans présentaient un retard de croissance dans la série JME disponible. Il s'agit d'une taille trop faible pour l'âge selon la référence OMS, signe de privations cumulées. [39] La protection sociale atteint peu de ménages: l'OIT rapportait en mars 2026 qu'environ 5 % de la population bénéficiait d'un régime, dans une économie où l'informalité est très majoritaire. [40]

Sortir du cloisonnement

Le premier mécanisme de la refondation est territorial. Une zone de santé ne devrait pas être une simple frontière administrative, mais l'échelle à laquelle une famille identifie un service de première ligne, une référence, un personnel présent, des fournitures tracées, ainsi qu'une eau et une hygiène fonctionnelles. Le rôle du ministère, des provinces, des zones de santé, des collectivités et des structures agréées doit être fixé par contrat de service.

Le manuscrit propose un socle de services prioritaires, à définir après validation légale, budgétaire et professionnelle. Il réunirait les soins de première ligne, la santé maternelle et néonatale, les vaccinations prévues par le calendrier national, les maladies courantes et l'orientation vers une référence. Des règles de qualité, d'horaires, de disponibilité des intrants et de recours sont indispensables. Une gratuité annoncée sans financement fiable transfère souvent le coût sur les ménages ou les soignants.

L'eau, l'assainissement et l'hygiène doivent entrer dans le même contrat. Il faut suivre la chaîne entière: captage ou raccordement, contrôle de qualité, énergie ou maintenance, continuité, collecte et traitement des déchets et boues. Dans un quartier hypothétique, une borne-fontaine sans réparations organisées, gouvernance locale ni contrôle de qualité devient une promesse fragile. Un opérateur public, communautaire ou privé peut être utile s'il est agréé, contrôlé et tenu de publier son niveau de service. L'État demeure responsable de la norme, de la surveillance et de l'équité.

La nutrition ne peut être réduite à une distribution occasionnelle. Elle relie alimentation des ménages, eau sûre, assainissement, santé maternelle, petite enfance et services de première ligne. Les alertes doivent déclencher une réponse coordonnée avec les services sociaux et agricoles. La priorité est d'empêcher qu'un choc alimentaire, sani-

taire ou sécuritaire ne détruise durablement les capacités de grandir, d'apprendre et de travailler.

Une protection sociale qui atteint les personnes

La protection sociale est l'ensemble des mesures publiques qui protègent les personnes et les familles contre la détresse économique et sociale. Elle comprend l'assistance sociale, l'assurance sociale et les programmes liés à l'emploi. [41] Limiter cette protection aux emplois formels laisserait hors champ la majorité des travailleurs, les personnes âgées sans pension, les personnes handicapées, les enfants et les ménages frappés par un choc.

Le manuscrit propose de relier progressivement les régimes contributifs, pour celles et ceux qui cotisent, et un soutien non contributif fondé sur des critères publics pour ceux qui n'y ont pas accès. Le projet conjoint lancé en mars 2026 par le gouvernement, l'OIT, l'UNICEF et la Banque mondiale montre que ce rapprochement institutionnel est déjà un chantier reconnu. Il ne remplace pas le débat national sur les droits, les priorités et les ressources. [40]

Un registre social peut limiter les doublons et accélérer la réponse à une crise. Il ne doit jamais devenir un outil opaque de surveillance ou d'exclusion. Inscription hors ligne, protection des données, correction d'un dossier, recours indépendant et paiements auditables sont les garde-fous minimaux. L'identification doit ouvrir un droit, non conditionner arbitrairement la dignité.

Financer sans promettre l'impossible, contrôler sans humilier

Le financement ne peut reposer sur un chiffrage fictif. La proposition est une programmation pluriannuelle sincère, votée et publiée, séparant l'investissement — réseau d'eau, équipement, réhabilitation — des dépenses récurrentes: personnels, maintenance, produits essentiels et appui social. Les recettes publiques, y compris celles issues de la valeur créée au Congo, doivent pouvoir être suivies jusqu'au service. Les partenaires extérieurs peuvent compléter l'effort, mais devraient s'aligner sur un plan national publié plutôt que fragmenter les zones de santé en programmes concurrents.

La garantie décisive est la traçabilité. Chaque territoire devrait publier périodiquement la disponibilité réelle des services, les délais de réparation de l'eau, les ruptures de stock, les dépenses exécutées et les plaintes résolues. Les données nominatives restent protégées; les données agrégées sont un bien commun. Les organisations de patients et de femmes, les autorités locales, les professionnels et les médias peuvent les examiner. Une inspection indépendante et des sanctions proportionnées sont nécessaires quand l'argent ou les fournitures disparaissent.

L'évaluation ne doit pas se limiter aux inaugurations. Elle doit suivre séparément l'espérance de vie, la mortalité infantile et celle des moins de cinq ans, le ratio de mortalité maternelle, la couverture des services, l'eau, l'assainissement, le retard de croissance et la protection sociale. Les résultats doivent être ventilés, lorsque possible, par province, milieu de résidence, sexe, handicap et revenu. L'administration, les enquêtes de ménages et une vérification indépendante doivent se corriger mutuellement.

La question durable est de faire des biens communs des services réels. La réponse proposée ici repose sur des preuves, des garde-fous sur les données et des voies de recours: une refondation civile, vérifiable et non violente, où la paix et l'État de droit se reconnaissent à l'eau disponible, à l'accueil d'une mère, à la survie d'un enfant et à l'absence d'abandon après un choc.

CHAPITRE 08

Éducation, savoir et vie culturelle



Apprendre, transmettre, créer — illustration de prospective

L’essentiel

> Une refondation commence lorsque chaque enfant peut aller à l’école, y rester en sécurité et y apprendre réellement à lire, écrire, raisonner et coopérer. Elle se poursuit lorsque l’adolescent peut choisir une formation technique digne, lorsque l’étudiant peut enquêter sur un problème concret, et lorsque culture et sport deviennent des lieux d’apprentissage accessibles.

Le défi ne se résume donc ni au nombre d’écoles, ni au nombre de diplômes. L’UNESCO signalait en 2024 que près de 80 % des enfants de 6 à 11 ans fréquentaient l’école, mais qu’environ un sur trois n’achevait pas le primaire. La même source rapportait que 73 % des élèves n’atteignaient pas le niveau minimal recommandé en lecture et 82 % en mathématiques. Ces indicateurs décrivent des apprentissages

insuffisants; ils ne disent rien d'une prétendue incapacité des enfants, des familles ou des enseignants. [42]

Ce chapitre propose une réponse civile, non violente et vérifiable. Son critère est le service rendu à des élèves réels dans des écoles réelles.

L'accès demeure, l'apprentissage devient l'urgence

Le développement et le partage des connaissances exigent de relier formation, emploi, recherche, perfectionnement des enseignants et apprentissage des langues locales. La culture et le sport peuvent aussi être des lieux d'épanouissement et de solidarité. La question du livre est donc la suivante: à quelles preuves reconnaît-on aujourd'hui que le savoir devient une capacité partagée ?

Depuis lors, le droit et les outils ont évolué, tandis que les besoins se sont durcis. La loi-cadre de 2014 prévoit gratuité du primaire public, inclusion, éducation physique et langues nationales ou du milieu. Elle définit aussi un socle de lecture, calcul, expression, résolution de problèmes, savoir-faire et sens civique. [44] Pourtant, une place en classe ne garantit pas l'apprentissage.

La continuité de l'école est une question de protection. UNICEF rapporte qu'au 31 août 2025, menaces et attaques directes par des acteurs armés avaient fermé plus de 5 200 écoles et privé près de 1,9 million d'enfants de l'accès à l'apprentissage. Cette statistique concerne les fermetures liées à la crise, non la non-scolarisation nationale entière. L'école doit rester un service civil à protéger. [43]

Une école qui fait apprendre

La première proposition du manuscrit est un contrat public d'apprentissage pour le primaire et le début du secondaire. Les ministères définiraient des attentes nationales brèves en lecture, écriture et mathématiques. Provinces et réseaux scolaires adapteraient exemples et supports à leur milieu. L'unité de travail serait l'école et son réseau, non une promesse abstraite ni un classement humiliant.

La priorité va aux enseignants. Chaque enseignant devrait bénéficier de pratique entre pairs, de visites pédagogiques utiles et de séquences éprouvées. Le projet UNESCO–AFD lancé en 2024 prévoyait d'appuyer plus de 13 000 enseignants, 1 500 directeurs et 600 inspecteurs pour la lecture, l'écriture et les mathématiques. [42] Ce n'est pas un

résultat acquis, mais un point d'appui à évaluer puis, si les résultats sont établis, à étendre.

La gratuité s'observe du point de vue de l'élève: trajet sûr, fournitures accessibles, eau et latrines. Les plans locaux réuniraient direction, parents, élèves selon leur âge, santé et autorités territoriales; ils publieraient les obstacles identifiés et les correctifs engagés.

Français, langues nationales et langues du milieu: additionner les capacités

Le français est la langue d'enseignement selon la loi-cadre. Cette même loi autorise les langues nationales et du milieu comme médiums d'enseignement et d'apprentissage, et comme disciplines; elle renvoie leurs modalités à la réglementation. [44] Il ne s'agit pas de choisir entre une langue qui donne accès aux études, à l'administration et à un espace international, et les langues par lesquelles les enfants comprennent, racontent et apprennent d'abord.

La proposition est progressive. Au début, les enseignants disposeraient de matériels validés dans la langue parlée dans l'aire scolaire, avec une passerelle vers le français oral et écrit. Ensuite, le français consoliderait les savoirs disciplinaires et les langues nationales les compétences de lecture et d'expression. L'anglais ou d'autres langues seraient ajoutés si enseignants, supports et besoin local le permettent. Il faut cartographier les usages, former, tester les manuels, puis décider sur preuves.

Compétences, formation technique et recherche utile

La formation technique n'est pas une orientation par défaut pour des élèves réputés « faibles ». C'est une voie d'excellence où théorie, atelier et stage se renforcent. L'électricien, la technicienne de laboratoire, le mécanicien, l'agrotransformateur ou la spécialiste du numérique ont besoin de calcul, de communication, de sécurité, de droits au travail et de pratique certifiée.

Des institutions existent déjà, notamment l'Institut national de préparation professionnelle et les écoles techniques. Aucun cadre national de qualifications formellement mis en œuvre n'était signalé par UNESCO-UNEVOC en 2026, mais une démarche de certification avait été lancée en 2025. [45] Le manuscrit propose de l'achever avec minis-

tères, provinces, employeurs, syndicats et centres. Les certifications doivent dire ce qu'une personne sait faire, reconnaître l'expérience et relever de jurys indépendants.

Les partenariats avec les entreprises peuvent fournir équipements et stages, sans réduire l'école au recrutement pour un seul projet. La Banque mondiale annonçait en mars 2026 un programme ministériel avec équipements, formation de formateurs et apprentissages. [46] Il faudrait y attacher contrats écrits, protection contre l'exploitation et accès des jeunes femmes comme des personnes handicapées. Les résultats restent à vérifier.

La recherche doit partir de problèmes congolais: eau, agriculture, santé, matériaux, énergie, biodiversité, villes et langues. Universités et instituts publics pourraient recevoir des appels compétitifs évalués par des pairs et utilisateurs du terrain. Chaque projet publierait protocole, dépenses et données non sensibles, avec un résultat exploitable: procédé, jeu de données, manuel ou recommandation testée.

Patrimoine, création et sport: des services éducatifs

La vie culturelle n'est pas une décoration après les matières « sérieuses ». Elle apprend à écouter, créer, documenter et débattre. La RDC compte cinq biens inscrits au patrimoine mondial, tous naturels, et la rumba congolaise figure depuis 2021 sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel. [47], [48] Pour l'UNESCO, le patrimoine vivant peut ancrer les apprentissages dans l'expérience culturelle et favoriser diversité comme compréhension mutuelle. [49]

Chaque école ou réseau pourrait travailler avec artistes, bibliothèques, musées, gardiens du patrimoine et radios communautaires pour réaliser récits locaux, archives sonores ou enquêtes sur l'environnement. Consentement, rémunération juste et protection des savoirs sensibles sont indispensables: il ne faut ni folkloriser ni exploiter gratuitement le patrimoine.

Le sport scolaire relève de la même logique. Une éducation physique de qualité se reconnaît à sa régularité, sa diversité, son inclusion et ses valeurs, non au seul repérage d'athlètes d'élite. [50] Des activités adaptées peuvent exercer santé, règles, coopération et résolution pacifique des conflits. L'éducation aux valeurs par le sport complète les apprentissages cognitifs par responsabilité, respect, équité et participation. [51]

Financer, garantir, mesurer

Le manuscrit ne fixe pas de montant sans diagnostic ni loi de finances. Il propose de suivre la ressource jusqu'à l'école et d'y constater le service. Rémunération régulière, supports, eau, sécurité, formation et entretien doivent passer avant les constructions de prestige. Budgets, marchés, livraisons et travaux seraient publiés dans un format réutilisable et contrôlable.

L'évaluation doit mesurer le service, jamais étiqueter les enfants. Chaque trimestre, une école pourrait communiquer inscriptions et présences, continuité des cours, enseignants en poste, manuels, eau et latrines, ainsi que les incidents anonymisés. Deux fois l'an, de courts exercices communs de lecture et de mathématiques observeraient les progrès, sans concours national. Pour la formation technique: achèvement, stage sécurisé, certification et insertion six ou douze mois après, sur échantillon et avec consentement.

Les données seraient ventilées par sexe, âge, handicap, territoire et situation de déplacement lorsque cela est sûr, afin de repérer les exclusions. Aucun tableau public ne devrait nommer un enfant, exposer une famille ou punir automatiquement une école en crise. Inspection renforcée, recours simple pour parents et élèves, et audit annuel indépendant protègent mieux l'intérêt général qu'une rhétorique de réussite.

Les connaissances scientifiques, les savoir-faire et les expériences collectives doivent être traités comme des biens communs, de même que la culture et le sport. La réponse du manuscrit consiste en des engagements civils soumis au droit, à la preuve et au contrôle public.

CHAPITRE 09

Énergie, transports et connectivité



Entretenir une énergie utile et sûre — illustration de prospective

L’essentiel

> L’émergence ne se mesure pas au potentiel d’un fleuve, à l’inauguration d’une route ou à la longueur d’une fibre optique. Elle se mesure à un service qui tient: une lumière dans une maternité, une route praticable après la pluie, un téléphone qui permet de joindre un marché ou une administration. La RDC doit conduire de front le grand système et les solutions proches des habitants. Elle doit surtout financer et contrôler leur maintenance. Le choix est civil: rendre les services visibles, les contrats vérifiables et les décisions réversibles quand elles échouent.

Un progrès, mais un écart encore immense

Depuis 2011, le pays a progressé sans combler l’écart. La Banque mondiale définit l’accès à l’électricité comme la part de la population

qui y a accès. Elle l'établit à 13,7 % en 2011 et à 22,5 % en 2024, dernier millésime observé publié au 26 octobre 2026; la valeur 2025 n'est pas encore renseignée. Cette progression compte. Elle signifie aussi que plus de trois Congolais sur quatre restaient sans accès mesuré en 2024. L'indicateur ne dit ni la durée du courant, ni sa qualité, ni le coût supporté par une famille. [52]

Le numérique a aussi avancé: la part des « individus utilisant Internet » passe de 1,2 % en 2011 à 19,7 % en 2024, dernier millésime disponible. Cet indicateur ne mesure ni couverture, ni débit, ni prix abordable. La fracture entre connexion occasionnelle et accès fiable demeure. [53]

Le paradoxe électrique est plus frappant encore. Une note de la Banque mondiale publiée en 2025 évalue la capacité installée du pays à environ 2 700 MW, dont 95 % hydroélectriques. Elle situe le potentiel national autour de 100 000 MW, avec environ 42 000 MW sur le seul site d'Inga. La capacité installée désigne des équipements présents, parfois en réhabilitation; elle n'est ni l'énergie effectivement livrée ni un droit de raccordement. Le potentiel est une possibilité, pas une centrale ni une garantie de service. [54]

Sortir du faux choix entre Inga et le village

Le Congo doit concilier ambition nationale et justice territoriale. Un grand ouvrage ne remplace pas la distribution; de petites installations ne dispensent pas d'une stratégie nationale. Les barrages d'Inga I et II totalisent 1 775 MW installés. Inga 3 pourrait, selon sa conception, produire entre 3 000 et 11 000 MW. Mais le crédit IDA de 250 millions de dollars approuvé en juin 2025 finance d'abord études, préparation, institutions et développement local. Il ne prouve ni que la centrale est construite, ni qu'elle est intégralement financée, ni qu'elle produit déjà. [55]

Le manuscrit propose une règle: un grand projet ne franchit une étape qu'après publication des études, choix techniques, risques sociaux et environnementaux, conditions de réinstallation éventuelle et engagements de desserte locale. Expertise indépendante, consultations tracées et recours accessibles doivent précéder tout engagement irréversible. Les retombées doivent inclure réseaux et compétences utiles aux ménages, écoles, soins et petites activités, au lieu de se limiter à l'exportation ou aux grands consommateurs. Il s'agit de pro-

positions du manuscrit, non d'engagements attribués à une personne ou à une organisation.

L'autre moitié de la stratégie est locale. Dans les centres denses, réhabiliter postes, lignes, compteurs et branchements peut apporter davantage que la seule production nouvelle. Loin du réseau, les mini-réseaux hydroélectriques, solaires ou hybrides sont souvent durables; dans l'habitat dispersé, le solaire autonome répond à des usages essentiels. La priorité ira aux services qui créent une économie locale: pompage, chaîne du froid, atelier, école, santé et télécommunication. L'ANSER, l'ARE et la SNEL existent déjà; leurs mandats et moyens doivent être clarifiés projet par projet. Toute modification de tarif ou de concession exige la validation réglementaire et budgétaire compétente.

Le plan énergétique national présenté en 2025 vise 62 % d'accès en 2030 et un mélange de réseau, mini-réseaux et solutions autonomes. Ses 3 067 MW supplémentaires et ses kilomètres de lignes sont des objectifs de plan et de mobilisation, non des réalisations acquises. [56]

Réparer le pays autant que le relier

Le transport ne se résume pas au ruban coupé devant une chaussée neuve. La photographie détaillée de la Banque mondiale, datée de 2022, recense 152 400 km de routes dont 5 065 km revêtus, soit 3 %. Elle décrit l'absence de liaison terrestre fiable entre les grands corridors est-ouest et nord-sud. Plus de 97 % du réseau était alors en gravier, avec presque aucun drainage. Dans un pays de pluies intenses et de longues distances, un ponceau, un fossé entretenu, un bac sûr ou un balisage fluvial peuvent valoir davantage qu'un tronçon spectaculaire laissé sans entretien. [57]

Le manuscrit propose de traiter chaque corridor comme un service de passage. Avant réhabilitation, l'autorité responsable publierait l'état initial, les ouvrages de drainage, le coût d'entretien sur la durée et les usages attendus: desserte agricole, accès aux soins, liaison fluviale, rail ou ville. Les contrats devraient rémunérer la praticabilité, la sécurité et la conservation de l'actif, pas le seul volume de travaux. Le FONER, l'Office des Routes et l'OVD peuvent être le point de départ, avec publication des audits, marchés, paiements et corrections. La prévention de la prédation et la protection des civils doivent être intégrées.

Cette précaution est concrète. Une étude rapportée par la Banque mondiale en 2025 observe, parmi 192 projets de réhabilitation depuis 2003, une baisse initiale de 5 à 10 % de la violence autour de routes améliorées, puis la disparition de cet effet en trois ans sans maintenance. Elle relève aussi que l'accès à certaines zones aurifères peut s'accompagner de davantage de violence. Une infrastructure ne crée donc pas mécaniquement la paix. Elle y contribue seulement si elle est entretenue, soumise au droit et pensée pour les personnes plutôt que pour la seule extraction. [58]

Le rail, les ports, les bacs et les voies navigables obéissent à la même logique. Il ne s'agit pas de rénover simultanément tout le territoire, mais de rétablir les continuités où fleuve, route et rail se complètent, puis de financer durablement exploitation, dragage ou balisage. Par exemple, un pilote liant une zone de production, un marché et un embarcadère ne serait retenu qu'après étude locale et publication de son entretien.

Une connectivité qui serve les habitants

La fibre et les antennes doivent suivre les usages réels, non les seules cartes de prestige. Le Projet de transformation numérique sous l'égide du ministère compétent vise à étendre le haut débit, connecter des institutions publiques et renforcer les compétences. Ses résultats annoncés — 30 millions de bénéficiaires, 650 communautés et 1 000 institutions — sont des résultats attendus, non un bilan. [59]

Le manuscrit propose que les chantiers routiers, électriques ou urbains pertinents étudient ensemble les fourreaux, l'alimentation des sites et le partage d'infrastructures passives. Cela évite de rouvrir une route pour poser une fibre peu après. Accès ouvert aux capacités publiques, concurrence loyale et obligations de couverture vérifiables peuvent réduire le coût du dernier kilomètre. Écoles, centres de santé, administrations locales et marchés deviennent des points d'ancrage si l'électricité, la maintenance et les compétences sont prévues ensemble.

L'eau n'est évoquée ici que dans cette articulation. Une pompe, un traitement de l'eau ou une maternité ont besoin d'énergie fiable; compteur et paiement numérique peuvent en améliorer le suivi. Le projet AGREE de 2022 liait précisément accès à l'électricité et à l'eau, performance de la SNEL et de la REGIDESO, régulation et unités provinciales

d'infrastructure. Il offre une base à coordonner, sans remplacer une politique de l'eau à part entière. [60]

Financer, contrôler, apprendre

Financer ne signifie pas annoncer un montant global invérifiable. Chaque portefeuille de projets devrait distinguer étude, investissement, maintenance, renouvellement et aide ciblée aux usagers vulnérables. Ressources fiscales, recettes de service recouvrées, prêts concessionnels et capital privé doivent être publiés séparément. Le paiement régulier des factures publiques et la baisse des pertes comptent autant qu'une centrale: la Banque mondiale estimait en 2025 qu'environ 46 % de l'électricité produite par la SNEL n'étaient alors ni livrés, ni facturés, ni recouvrés. [54]

L'évaluation suivra l'accès et les heures réelles d'électricité, les jours de praticabilité, les délais et coûts de trajet, ainsi que l'usage, le prix et la qualité d'Internet. Données territoriales, contrats, paiements, incidents et plaintes résolues doivent être accessibles. Audits indépendants et retours d'usagers permettront de corriger ou d'arrêter un projet défaillant.

L'entretien des équipements, la connexion des zones de production, l'articulation entre voies d'eau, routes et rail, ainsi que des solutions énergétiques locales complémentaires de l'hydroélectricité sont des conditions d'une connectivité utile. Ce chapitre exige que chaque promesse devienne contrôlable, que l'accès local ne soit pas sacrifié au prestige et que les infrastructures servent la paix par le droit et la protection des personnes.

CHAPITRE 10

Minerais, industrie et travail productif



Transformer les ressources et créer de la valeur — illustration de prospective

L'essentiel

> Le cuivre et le cobalt placent la RDC au centre de chaînes industrielles mondiales. Cette position ne garantit pourtant ni emplois nombreux, ni services publics, ni justice économique. Un minerai n'est une richesse nationale que si ses règles sont publiques, si sa valeur est mieux créée au Congo et si les personnes qui travaillent autour de lui peuvent progresser en sécurité.

La souveraineté économique n'est pas l'hostilité envers une communauté, un investisseur étranger ou un pays partenaire. Elle est la capacité de fixer et de faire respecter les mêmes règles pour tous: connaître les propriétaires réels, mesurer ce qui est produit et exporté, percevoir ce qui est dû, protéger les travailleurs et les riverains, puis rendre compte de l'usage des recettes. Elle se construit par le droit et

par des institutions contrôlables, jamais par la désignation d'ennemis ni par la violence.

Depuis 2011, une puissance minière devenue plus décisive

La transformation des minerais, le suivi de la production, l'organisation de l'activité artisanale et le soutien aux petites et moyennes entreprises doivent mieux faire bénéficier les ressources au pays et à ses habitants. Cette orientation ne prouve pas une mise en œuvre ni une promesse actuelle.

Ce qui a changé est l'échelle mondiale du cuivre et du cobalt congolais. L'USGS estime la production minière de cuivre de la RDC à 3,2 millions de tonnes en 2025, pour un total mondial arrondi à 23 millions de tonnes: environ 14 %. Ces volumes sont exprimés en cuivre contenu; ils ne mesurent ni les recettes d'exportation ni la valeur créée dans le pays. L'USGS estime aussi à 2,8 millions de tonnes la production de raffinerie congolaise en 2025. Il existe donc déjà une première transformation. Mais produire du cuivre raffiné n'équivaut pas encore à fabriquer, au Congo, des câbles, des équipements électriques ou des composants industriels. [61]

Pour le cobalt, l'enjeu est plus concentré encore. L'USGS estime la production minière congolaise de 2025 à 230 000 tonnes de cobalt contenu et évalue la part de la RDC à environ 73 % du total mondial. La même source relève l'interdiction temporaire d'exportation décidée en février 2025, ensuite remplacée par des quotas. Une décision sur les exportations peut modifier le marché; elle ne transforme pas, à elle seule, la rente en emploi, école ou revenu durable. [62]

La Banque mondiale décrit précisément ce décalage: la croissance de 2025 a été principalement tirée par les mines et les exportations de cuivre, mais elle reste concentrée dans des secteurs à forte intensité de capital, avec une création d'emplois formels limitée. La question n'est donc pas seulement de produire davantage. Elle est d'organiser des liens plus nombreux entre la mine, les entreprises locales, les qualifications, les infrastructures et les recettes publiques. [63]

Une transformation à construire sans slogans

Dire « transformons sur place » est juste, mais insuffisant. La transformation recouvre plusieurs étapes. Il y a le concentré, le métal raffiné, puis les produits en cuivre comme les barres, fils et câbles. Pour le cobalt, un précurseur destiné à une batterie constitue déjà une étape technique importante; une usine de batteries complète demande encore d'autres intrants, des ingénieurs, des normes rigoureuses et des débouchés. La Banque mondiale souligne que la production de précurseurs peut être un premier pas réaliste, tandis que la chaîne complète des batteries exige un effort régional et des capacités beaucoup plus complexes. [64]

Le manuscrit propose donc une progression vérifiable, plutôt qu'une interdiction générale d'exporter. Dans chaque bassin minier, une feuille de route industrielle publique pourrait identifier ce qui peut être fabriqué à court terme: pièces d'entretien, câbles, équipements de sécurité, réparation de pompes et laboratoires d'analyse. Elle préciserait ensuite les activités à préparer: affinage, produits semi-finis et, lorsque les conditions le permettent, chimie des précurseurs.

Cette feuille de route doit être liée à des conditions concrètes. Une unité de transformation ne tient pas avec une électricité imprévisible, des routes coûteuses, des procédures opaques et une main-d'œuvre sans formation pratique. Elle suppose donc énergie, infrastructures, formation technique et règles environnementales applicables. Les obligations de transfert de compétences doivent être vérifiables: apprentis formés, postes confiés, compétences certifiées et équipements maintenus au pays. Il ne s'agit pas d'exclure un capital étranger, mais d'en négocier la contribution observable à la capacité congolaise.

Du revenu minier au tissu des entreprises

Une grande mine crée des emplois directs, mais son effet le plus durable peut venir des commandes qu'elle confie autour d'elle. Une PME congolaise qui répare un moteur, produit un câble conforme, analyse de l'eau ou transporte dans les règles peut embaucher, former et payer des impôts localement. L'objectif n'est pas de réserver artificiellement tous les marchés aux nationaux, mais de permettre à des entreprises congolaises compétentes de concourir sur des critères publics.

Le manuscrit propose des programmes d'achats locaux graduels. Les sociétés minières et les entreprises publiques concernées publieraient leurs catégories d'achats, normes techniques et échéances de qualification. Des guichets soumis à audit aideraient les PME à obtenir numéro fiscal, comptabilité simple, certification et, lorsque le carnet de commandes le justifie, garantie de crédit. Les marchés importants resteraient ouverts à la concurrence.

Le travail informel ne doit pas être traité comme une faute collective. Selon l'OIT, il peut être salarié ou indépendant et se définit surtout par l'absence d'enregistrement, de réglementation ou de protection effective; il ne signifie donc pas automatiquement activité illégale ou travail sans utilité. [65] Dans ce chapitre, un emploi productif accroît durablement l'utilité produite, les compétences et la sécurité du revenu. Une vendeuse, un mécanicien, une soudeuse, un transporteur ou un mineur artisanal peut en accomplir un tout en restant exposé à l'instabilité, aux prélèvements arbitraires ou aux accidents.

La formalisation doit alors être une porte d'entrée, non une punition. Un régime simplifié, testé d'abord dans quelques territoires avec validation légale et budgétaire, pourrait offrir aux très petites entreprises un enregistrement à faible coût, un reçu de paiement unique, l'accès à des marchés transparents et une protection sociale progressive. En échange, l'entreprise déclare son activité, respecte les règles de sécurité et cesse de dépendre des tracasseries. Pour l'exploitation artisanale, cela suppose des sites autorisés lorsque les conditions le permettent, des coopératives librement choisies, une traçabilité praticable, des paiements traçables et l'interdiction effective du travail des enfants. La sécurité des personnes et la possibilité de recours doivent primer sur toute logique de répression.

Contrôler, partager, évaluer

La souveraineté se mesure à la qualité des règles. Le ministère compétent, les administrations fiscales et douanières, les services provinciaux et les organes de contrôle disposent déjà de rôles qu'il faut rendre cohérents. Après vérification juridique de leurs compétences, ils pourraient alimenter un registre public unique des titres, contrats, bénéficiaires effectifs connus, volumes déclarés, exportations, paiements et obligations sociales et environnementales. Les données commercialement sensibles peuvent être protégées pour une durée

définie, mais l'exception ne doit pas devenir la règle. Un contrôle indépendant, choisi selon une procédure publique, et un mécanisme de plainte accessible aux travailleurs comme aux communautés sont indispensables.

Le partage ne doit pas se limiter à une cérémonie de remise. Une part des recettes et des obligations locales doit être traçable jusqu'à des résultats annoncés à l'avance: eau, santé, écoles techniques, routes utiles à l'activité ou remise en état des sites. Il faut publier les montants engagés, les marchés, l'avancement et les bénéficiaires. Le financement peut venir d'une meilleure perception des recettes existantes, de la réduction des fuites et de partenariats privés ou concessionnels dont les risques et garanties sont rendus publics. Aucun chiffre de financement ne doit être promis avant l'audit des revenus, des contrats et des coûts d'infrastructure.

Tous les six mois, un tableau de bord simple permettrait d'évaluer la trajectoire: écart entre production déclarée et exportations, part des produits traités selon des catégories précises, commandes obtenues par les PME qualifiées, apprentis certifiés, accidents du travail, paiements publics vérifiés et projets communautaires achevés. Ces indicateurs ne remplacent pas le débat démocratique. Ils empêchent toutefois qu'une promesse de souveraineté devienne un mot sans contrôle.

Une activité économique ouverte, encadrée par des règles collectives et appuyée lorsque nécessaire par les pouvoirs publics, doit convertir les ressources en compétences et en capacités de production. Le présent chapitre en tire une proposition civile et vérifiable: faire de la mine une base pour l'industrie, les PME et le travail décent, sous des règles égales pour tous.

CHAPITRE 11

L’emploi et l’entreprise : donner un avenir à la jeunesse



Apprendre, entreprendre, accéder aux marchés — illustration de prospective

L’essentiel

> Donner un avenir à la jeunesse ne consiste ni à lui adresser un mot d’ordre, ni à lui promettre un compte en ligne, un crédit ou un emploi qui n’existe pas encore. C’est une politique publique générale : permettre à toute personne qui le peut d’apprendre, de travailler dans des conditions justes, de créer une activité viable ou de faire reconnaître ses compétences.

L’emploi est plus large que l’intelligence artificielle, ou **IA**, et concerne notamment les petites et moyennes entreprises (**PME**). Une économie qui crée du travail durable a besoin d’école, de sécurité, d’électricité, d’Internet, de routes, de soins, de justice commerciale, de règles du travail et de clients capables de payer. L’IA peut assister une tâche; elle ne remplace ni l’apprentissage, ni la responsabilité humaine, ni la qualité d’un produit, ni le droit du client à un recours.

La rupture proposée est de sortir des formations sans débouché, des aides distribuées sans critères, des obstacles administratifs opaques et des promesses de bénéfices automatiques. La refondation consiste à relier les institutions de formation, les employeurs, les artisans, les services de contrôle et les marchés. L'émergence se mesure dans des activités qui durent, des revenus de travail licites, des droits effectivement exercés et des recours qui fonctionnent, non dans le nombre d'inscriptions à un programme.

Ce chapitre distingue les initiatives existantes des propositions nouvelles du manuscrit. Il ne constitue ni une promesse d'emploi, ni une offre de compte vendeur, ni un partenariat entre l'État et une plateforme privée.

Un point de départ réaliste : apprendre, produire, être protégé

Le défi ne commence pas avec une application. En 2024, 19,7 % de la population de RDC utilisait Internet et 22,5 % avait accès à l'électricité, selon les derniers millésimes disponibles. Ces moyennes nationales ne décrivent ni la continuité du courant, ni le prix, le débit ou la qualité d'une connexion. Elles interdisent de bâtir une politique sur l'hypothèse que chaque apprenant possède un ordinateur et une connexion stable. [53], [52]

Les centres de formation et d'activité doivent donc prévoir des supports hors ligne, des horaires compatibles avec la vie familiale et le travail, des équipements partagés, une alimentation de secours lorsque cela est pertinent et des modalités accessibles aux personnes handicapées. La sécurité civile, l'école, la santé, l'énergie, le transport et un état civil praticable restent des préconditions.

Le document d'information préparé par la Banque mondiale en juin 2025 pour un projet de compétences relevait qu'environ un tiers des jeunes n'étaient ni en emploi, ni en études, ni en formation. Il signalait aussi l'écart entre modules enseignés, besoins économiques, stages et alternance. Ce diagnostic de projet justifie de mieux relier formation et activité réelle; il ne permet pas de promettre un nombre d'emplois. [105]

L'économie informelle doit être traitée avec précision. L'Organisation internationale du Travail, ou **OIT**, y inclut des salariés et des indépendants dont l'activité ou l'emploi n'est pas suffisamment enregistré, réglementé ou protégé; elle ne l'assimile pas automatique-

ment à l'illégalité. Le profil statistique de la RDC rappelle en outre les limites des données disponibles, notamment une enquête ménages recensée en 2020 et des estimations fondées sur d'anciennes normes statistiques. Il serait trompeur de brandir un taux récent non comparable. [106], [107]

L'**emploi décent** est le test commun. Il désigne un travail exercé librement, rémunéré de manière claire et traçable, sans discrimination ni travail forcé, avec des règles compréhensibles de santé, de sécurité, de temps de travail et de plainte. Selon le statut et le droit applicable, il implique aussi des protections sociales et la possibilité de s'organiser. Une activité indépendante peut tendre vers ce standard; un contrat salarié mal payé, dangereux ou sans recours ne l'atteint pas automatiquement.

Initiatives existantes, puis programme proposé

La RDC ne part pas de zéro. Le chapitre 8 a relevé l'existence d'écoles techniques, de l'Institut national de préparation professionnelle, de démarches de certification et d'un programme de compétences annoncé en 2026. [45], [46] Le document de 2025 cité plus haut constitue un autre point d'appui. Le présent livre ne les revendique pas et ne les rebaptise pas.

La proposition nouvelle du manuscrit est un programme public de parcours vers le travail et l'entreprise. Il réunirait les ministères compétents pour le travail, la formation professionnelle, l'enseignement, le numérique, les PME, le commerce et les finances, les provinces, les communes, les chambres professionnelles, les employeurs, les syndicats, les organisations d'artisans et les établissements de formation.

Le programme ne forcerait personne à devenir entrepreneur. L'emploi salarié qualifié et l'activité indépendante sont deux voies complémentaires. Une entreprise qui embauche avec un contrat clair, un salaire payé et des conditions sûres est une réussite sociale. Une artisane ou une PME qui vend un produit utile, paie ses obligations et maintient un revenu après ses coûts est également une réussite.

Trois niveaux de compétences, avec une place limitée mais utile pour l'IA

Le premier niveau est **fondamental**. Il associe lecture, écriture, calcul appliqué, expression orale et écrite, utilisation élémentaire du téléphone ou de l'ordinateur, sécurité en ligne, recherche d'information et compréhension d'un devis, d'une facture ou d'un contrat. Il inclut une culture critique de l'IA : vérifier une réponse, repérer une erreur ou une image synthétique, ne pas communiquer des données sensibles et citer ou demander l'autorisation lorsqu'une œuvre est utilisée. Le cadre de compétences de l'UNESCO appelle notamment à enseigner données personnelles, droit d'auteur, contenus générés par IA et prévention de la désinformation. [108]

Le deuxième niveau est **professionnel**. Il conduit à un métier ou une famille de métiers par la pratique : réparation, bâtiment, énergie, agriculture et transformation, maintenance, couture, santé de soutien autorisée, comptabilité, logistique, accueil, création ou services numériques. La formation repose sur une commande simulée ou réelle, un atelier qualifié ou une entreprise, une évaluation pratique, des règles de sécurité et, lorsque possible, un certificat décrivant ce que la personne sait faire. Un stage doit être écrit, encadré et signalable; il ne doit pas devenir une main-d'œuvre gratuite sans apprentissage.

Le troisième niveau est **avancé**. Il s'adresse à des personnes appelées à travailler sur les données, le développement de logiciels, la cybersécurité, la maintenance spécialisée, la création numérique, la recherche appliquée ou la gestion d'opérations complexes. Il exige un portfolio, un tutorat, un stage encadré, une confidentialité adaptée et une évaluation par le travail produit. La maîtrise technique ne dispense ni de la loi ni de l'éthique : toute collecte ou utilisation de données personnelles doit être justifiée, limitée, protégée et contestable. Le débat public sur les droits numériques en RDC offre à cet égard un repère à approfondir dans les textes applicables. [111]

L'IA générative — outil qui produit, à partir d'une instruction, du texte, une image, du code ou un autre contenu — peut soutenir ces trois niveaux, jamais les remplacer. Elle peut aider à préparer un brouillon de catalogue, à classer des informations, à proposer une première traduction ou à formuler une réponse au client. La personne formée garde la responsabilité de vérifier les faits, les prix, la langue, les droits

d'usage, la confidentialité et l'adaptation culturelle. L'OIT souligne que l'IA peut soutenir la productivité et la prévention des risques, mais qu'elle peut aussi intensifier le travail, renforcer la surveillance ou dégrader des tâches telles que l'annotation de données. [110]

De l'atelier au client : produire et vendre d'abord à une échelle vérifiable

Le manuscrit propose des ateliers territoriaux **produire-vendre**. Ils ne devraient ouvrir qu'après un diagnostic local : clientèle possible, sécurité, énergie, équipement, matières premières, transport, encadrement et recours. Une formation devient utile lorsqu'elle permet de fabriquer, réparer ou rendre un service pour une demande identifiable; elle n'est pas validée par la seule remise d'un certificat.

Chaque atelier devrait apprendre à établir un devis, calculer le coût de revient, séparer coût des matières, travail, emballage, énergie, transport, taxes, commission éventuelle, retours et service après-vente. Une **marge de viabilité** n'est pas une promesse de profit : c'est l'écart nécessaire entre le prix de vente et le coût complet pour couvrir les imprévus, rémunérer le travail et permettre la continuité. Si cet écart n'existe pas après un test honnête, la bonne décision peut être de corriger l'offre ou de ne pas financer son extension.

La qualité précède la publicité. Les ateliers testeraient un petit lot, recueilleraient des retours de clients sans les manipuler, corrigeraient le produit et conserveraient la trace des défauts, délais et remboursements. Les normes applicables, l'étiquetage, la sécurité, l'origine, le classement douanier et les règles environnementales doivent être vérifiés produit par produit. Les biens dangereux, contrefaits ou interdits ne deviennent pas licites parce qu'ils sont fabriqués par une PME ou présentés comme artisanaux.

Le marketing doit informer plutôt que harceler. Une fiche claire indique le produit ou service, le prix, les délais, les conditions de livraison, la politique de retour, le contact et les limites de l'offre. Un catalogue assisté par IA demeure soumis à une relecture humaine : image réelle ou signalée comme illustrative, caractéristiques vérifiées, traduction compréhensible et absence de promesse mensongère. Il ne doit ni envoyer des messages non sollicités en masse, ni acheter de faux avis, ni utiliser l'identité, les photos ou les créations d'autrui sans droit. L'UNCTAD rappelle que compétences, infrastructures, finance-

ment, cadre réglementaire, vie privée, lutte contre la fraude et règlement des litiges conditionnent une inclusion numérique réelle. [109]

Un guichet d'information — et non un cabinet juridique de substitution — pourrait fournir des modèles simples de devis, facture, contrat de prestation, licence limitée, cession de droits, clause de confidentialité, consentement à l'usage d'image et signalement de fraude. Il devrait aussi expliquer où obtenir conseil lorsque le produit, le client ou le pays impose une règle particulière. Les consommateurs doivent pouvoir conserver une preuve de paiement, demander réparation et signaler une fraude sans être pénalisés pour leur statut social ou leur localisation.

Deux exemples hypothétiques montrent la logique, sans rendement promis. Dans le premier, une coopérative de couturières teste localement une série limitée d'uniformes scolaires. Elle vérifie la taille, la résistance, le coût du tissu, le délai et les règles d'achat de l'école, puis ne cherche une clientèle élargie qu'après correction des défauts. Dans le second, une petite équipe propose à distance une traduction révisée par un humain et une mise en page de catalogue pour une entreprise étrangère. Elle n'envoie le travail qu'après accord écrit sur la mission, prix, droits, données, délai et mode légal de paiement. Dans les deux cas, une première vente licite est un apprentissage, non la preuve d'une entreprise durable.

Le commerce international : une possibilité à vérifier, pas un raccourci

L'exportation et les plateformes peuvent élargir un marché, mais elles ajoutent des obligations : identité exacte, entreprise réellement constituée si elle est requise, propriété et origine vérifiables, **KYC** (*Know Your Customer*, vérification de l'identité et, selon le cas, de l'entreprise et de ses bénéficiaires effectifs), paiement légal et traçable, normes, droits de propriété intellectuelle, fiscalité, douane, transport, livraison et retours. Un programme public ne doit jamais conseiller une fausse adresse, un faux domicile, un prête-nom, une identité empruntée ou le contournement d'un contrôle.

Pour vendre des objets, il faut aussi déterminer qui est légalement exportateur, qui importe, qui avance droits et taxes, quel transporteur dessert effectivement le lieu, où un client peut retourner l'article et qui supporte le coût d'un défaut. Les services à distance demandent

eux aussi contrat, confidentialité, propriété intellectuelle, facturation et paiement licite; ils ne sont pas automatiquement admis dans les catégories de chaque plateforme.

Amazon. La documentation officielle indexée distingue « Democratic Republic of the Congo » de « Republic of the Congo » parmi les pays liés à l'inscription vendeur. C'est un signal à vérifier dans le parcours officiel, non une admission garantie à chaque demandeur ou à chaque banque. Amazon demande des données exactes sur le pays d'activité, l'identité, l'adresse, les bénéficiaires effectifs lorsque c'est applicable, les informations fiscales, une carte et un compte bancaire au nom pertinent. Les conditions détaillées de versement et de Seller Wallet consultées exigent une connexion; aucun programme ne doit donc promettre l'acceptation d'un compte congolais, d'une devise ou de frais déterminés. [112], [114], [115], [113]

Le vendeur Amazon peut expédier lui-même et gérer service et retours, ou envoyer du stock selon les règles de la plateforme. L'expédition vers un centre étranger implique l'exportateur et l'importateur légal, les droits et taxes; un colis mal déclaré ou dont les frais sont impayés n'est pas une stratégie commerciale. Amazon Business peut offrir des mécanismes B2B, c'est-à-dire de vente d'entreprise à entreprise, à des comptes professionnels admis; il ne supprime ni KYC, ni conformité, ni logistique. Les frais varient suivant le plan, la catégorie et les services : ils doivent être vérifiés pour le marché visé avant tout prix de vente. Les outils d'IA de la plateforme peuvent aider après admission, sans créer un droit d'accès. [116], [117], [118], [119]

AliExpress. Son portail décrit un parcours d'inscription, d'examen, de mise en ligne et d'exécution pour le commerce B2C, c'est-à-dire de vente à un consommateur. Mais les sources publiques fournies ne confirment pas que la RDC figure parmi les pays admis à l'inscription; le choix du pays dans le formulaire est présenté comme irréversible. Elles ne permettent pas non plus de garantir le KYC, le versement, le compte bancaire, les devises, le transport ou les retours depuis la RDC. Les règles publiques signalent des obligations de produits, transactions, logistique, sanctions et retours; elles ne remplacent pas une vérification écrite au cas par cas. [120], [121], [122]

Alibaba.com. Cette place de marché est documentée comme B2B : catalogues, demandes de devis et relations avec des acheteurs professionnels. Les pages publiques consultées décrivent une vérification

de l'entreprise, des offres payantes régionales, Trade Assurance, des options logistiques et des outils d'IA pour les fiches. Elles ne prouvent toutefois pas que la RDC est un pays d'immatriculation vendeur admis, qu'un compte ou portefeuille de RDC recevra un versement, ou qu'une route de retour et de transport est disponible pour un produit donné. Les prix, la publicité, les normes de sécurité, la responsabilité élargie du producteur et la propriété intellectuelle se vérifient selon le marché, l'offre et le bien. [123], [124], [125], [126], [127], [128], [129]

eBay. eBay.com cite explicitement la RDC, distincte de la République du Congo, parmi les pays depuis lesquels une personne ou une entreprise peut s'inscrire pour vendre avec une adresse vérifiée. Cela établit une admissibilité de principe, pas une ouverture automatique ni un versement garanti. eBay vérifie identité, moyen de versement et, pour une entreprise, nom légal, adresse et personnes qui la contrôlent. Les documents publics ne confirment pas quelles banques, cartes, devises ou modalités de versement sont acceptées pour une adresse RDC. [130], [131]

Depuis la RDC, un vendeur devrait organiser l'expédition internationale avec un transporteur qui dessert effectivement le pays. Les programmes eBay International Shipping et International Standard Delivery cités dans la documentation ne sont pas des solutions générales au départ de RDC. La déclaration de contenu, valeur, origine et classement, les prohibitions, les taxes, les frais internationaux et le risque de retour restent à vérifier. Une offre de service à distance doit aussi être contrôlée par catégorie : eBay interdit notamment certains services de conseil ou de génération de trafic. Les annonces sur l'IA de la plateforme ne constituent ni une garantie d'outil pour le vendeur congolais, ni une dérogation au KYC. [132], [133], [134], [135], [136], [137], [138], [139]

Un partenariat d'exportation peut être licite si le producteur, le propriétaire du bien, l'exportateur, l'entité vendeuse, les bénéficiaires, les paiements, l'origine et les responsabilités de retour sont déclarés avec exactitude. Il n'est pas licite s'il sert à masquer l'origine RDC, à louer une adresse ou à contourner une plateforme. Avant toute orientation vers Amazon, AliExpress, Alibaba.com ou eBay, un guichet doit demander la confirmation effective de l'éligibilité de la personne, de l'entreprise, du produit, du pays de versement et de la route logistique. Le refus ou l'incertitude ne doit jamais conduire à conseiller une fraude.

Financer avec prudence, contrôler avec des preuves

Le financement ne peut pas être une distribution aveugle de matériel, de crédit ou de publicité. Pour chaque pilote, une étude proportionnée devrait établir la demande, les compétences, le coût complet, l'énergie, la maintenance, les matières, la logistique, le change, les droits des travailleurs, les données, l'environnement et les conflits d'intérêts. Les capitaux privés restent exposés au risque de perte; aucun programme ne doit promettre un prêt, un rendement, un débouché, une ouverture de compte ou un volume d'emplois.

Chaque budget pilote doit comporter un **plafond de dépenses** voté avant engagement, un nombre limité de sites, des critères publics de sélection, une ligne séparée pour l'équipement, l'encadrement, l'accessibilité, la protection des données, l'audit et les recours. Tout dépassement exigerait une décision motivée, publiée et légalement autorisée. Les fonds de fonctionnement et de maintenance doivent être distingués de l'investissement initial; une imprimante, un atelier ou un site Internet sans réparations, électricité ni accompagnement n'est pas une politique d'emploi.

Le contrôle associerait services financiers, inspection du travail, administrations de formation, commerce et douanes selon leurs rôles, provinces, organisations de travailleurs et d'employeurs, ainsi qu'un audit indépendant. Les marchés, bénéficiaires effectifs, montants engagés, montants payés, résultats agrégés et plaintes résolues seraient publiés sans exposer les données personnelles. Une femme, une personne déplacée, une personne handicapée ou un habitant éloigné doit pouvoir demander information et recours selon les mêmes règles qu'un autre candidat.

Un calendrier à éprouver, non une promesse d'emplois automatiques

Dans les **cent premiers jours**, les autorités compétentes établiraient un état de départ : formations et guichets existants, métiers demandés localement, lieux avec énergie et sécurité suffisantes, coûts, équipements, cadres de certification, besoins des employeurs et obstacles administratifs. Elles publieraient la charte d'accès non discriminatoire, le modèle de stage ou d'apprentissage, les règles de données et de plainte, ainsi que la méthode de calcul du coût complet et du plafond

budgétaire de chaque pilote. Le guichet export publierait une grille de vérification, sans recommander aucune plateforme avant admission réelle.

À **deux ans**, seuls des pilotes évalués pourraient être poursuivis ou élargis. Les centres testeraient les trois niveaux, des apprentissages écrits avec employeurs ou artisans, des ateliers produire-vendre et des services à distance lorsqu'énergie, contrat et paiement le permettent. Les évaluations examineraient les compétences réellement acquises, les activités encore viables après leurs coûts, les premières ventes légales vérifiées — jamais un volume de ventes promis — les contrats salariés décents, les recours, les accidents, les délais administratifs et l'accès sans discrimination.

À **cinq ans**, le Parlement, les assemblées provinciales, les institutions de formation, les services de contrôle et les partenaires sociaux examineraient une évaluation indépendante. Elle distinguerait activité, résultat et droit : nombre de formations effectivement dispensées; compétences démontrées; insertion salariée ou activité indépendante maintenue; revenus déclarés lorsque cela est possible; conditions de travail; plaintes et recours; accès territorial, par genre et handicap. La décision publique devrait être claire : ancrer les dispositifs utiles dans les budgets ordinaires, les corriger profondément ou y mettre fin. L'émergence ne sera crédible que lorsque le travail, l'entreprise et l'innovation deviennent des possibilités réelles, protégées par le droit et mesurées sans illusion.

CHAPITRE 12

Forêts, climat et prospérité durable



Préserver le capital naturel — illustration de prospective

L’essentiel

> La forêt congolaise n’est ni un gisement de crédits à vendre à l’avance, ni une étendue vide disponible pour des décisions prises loin de ceux qui y vivent. Elle est un milieu de vie, un réservoir de biodiversité et une base d’activités économiques. La prospérité durable commence par des droits respectés et des comptes publics vérifiables.

L’ambition est double: conserver ce qui rend la vie possible et créer des revenus réels par l’agroforesterie, le bois légal, l’énergie moins destructrice et l’alimentation des villes. Le carbone peut y contribuer, mais seulement après mesure, vérification et partage équitable. Il ne remplace ni l’impôt, ni l’investissement public, ni le droit.

Ce que mesure une forêt, et ce que cela change depuis 2011

Les grands chiffres forestiers ne se comparent pas sans définition. Pour l'Évaluation des ressources forestières 2025 de la FAO, une forêt est une terre de plus de 0,5 hectare avec des arbres de plus de cinq mètres et un couvert de plus de 10 %, ou des arbres capables d'atteindre ces seuils sur place. Les usages principalement agricoles ou urbains en sont exclus. Cette définition inclut certains espaces temporairement déboisés s'ils doivent se régénérer, mais elle ne transforme pas une ville arborée ou un champ en forêt. [66]

La série de la Banque mondiale, alimentée par la FAO, donne pour la RDC **61,5 % de superficie terrestre couverte de forêt en 2024**; 2025 n'y est pas encore renseigné. C'est le dernier millésime publié disponible à la date d'actualisation de ce chapitre. [67] Cette catégorie statistique ne renseigne pas, à elle seule, la qualité des écosystèmes ni la sécurité des droits fonciers.

Depuis 2011, la mesure internationale distingue plus explicitement les changements d'usage. La FAO différencie la déforestation, conversion de forêt vers un autre usage, du changement net de superficie, qui additionne pertes et gains. Un solde net peut donc masquer une conversion et une repousse ailleurs. [68]

La sauvegarde des milieux exige des choix respectueux des limites environnementales. Ce chapitre traite ce questionnement à partir de données récentes, sans en déduire une continuité organisationnelle.

Un stock n'est pas un flux

Le stock de carbone est la quantité accumulée dans un écosystème à une date donnée. Un flux est une variation durant une période: absorption, émission liée à une conversion, ou perte évitée. Les séries FAOSTAT les publient séparément: changement de stock forestier, émissions de déforestation et émissions ou absorptions des terres forestières. [69]

La prudence est nécessaire pour les inventaires nationaux. L'analyse de la CCNUCC relève que la RDC a déclaré, pour la catégorie large des « terres » du secteur agriculture, forêts et autres usages des terres, des absorptions de **–537,86 MtCO2e en 2018**. Ce n'est ni le stock des

seules forêts ni un revenu disponible. L'examen note des lacunes de ventilation et de données d'activité. [70]

La priorité est donc de renforcer le suivi national des forêts, la cartographie des usages et la publication des méthodes avant toute annonce économique. Les images satellitaires sont utiles, mais ne disent ni qui a un droit ni si une communauté a consenti à un projet. Le contrôle de terrain et le savoir local restent indispensables.

Biodiversité et droits: le même territoire, la même exigence de justice

La biodiversité n'est pas un décor autour du carbone. Elle comprend espèces, habitats, semences, cours d'eau et interactions qui assurent nourriture, médicaments, pollinisation et protection des sols. La RDC est reconnue parmi les pays à très forte biodiversité, mais les inventaires et le suivi restent insuffisants. [71]

La loi n° 22/030 du 15 juillet 2022 protège et promeut les droits des peuples autochtones pygmées. Selon FAOLEX, elle couvre notamment droits fonciers, accès à la justice, usages et savoirs traditionnels, et modes traditionnels de gestion de l'environnement. [72] En 2024, ONU-REDD relevait plus de 166 concessions forestières des communautés locales, tout en soulignant que le partage effectif des bénéfices REDD+ restait un défi. [73]

Il ne suffit pas de tracer une limite sur une carte. Toute décision qui affecte un village doit prévoir information accessible, délibération, possibilité de refuser ou de corriger, et recours indépendant. Femmes, jeunes, peuples autochtones et personnes dépendantes de la forêt doivent pouvoir participer sans être réduits à une signature après coup. Ces garanties conditionnent une conservation durable et une paix fondée sur le droit.

Adapter l'agriculture, y compris dans les villes

L'adaptation consiste à rendre les familles moins exposées aux pluies irrégulières, aux inondations, à la chaleur et à la hausse des prix alimentaires. Le plan national d'adaptation de la RDC cite pour l'agriculture l'intégration du risque climatique dans la planification, la recherche, l'innovation et les systèmes d'alerte précoce. Il appelle aussi à analyser les options de résilience urbaine. [74]

L’agriculture urbaine et périurbaine peut faire partie de cette réponse. La FAO y inclut production, transformation, distribution et recyclage dans les villes et leurs alentours; elle peut renforcer la résilience alimentaire urbaine si elle s’inscrit dans l’urbanisme et une politique alimentaire. [75]

Le manuscrit propose que chaque ville volontaire élabore, avec province et producteurs, un **plan alimentaire climatique local**. Il identifierait espaces cultivables, eau contrôlée, drainage, compostage sûr, semences adaptées et circuits courts vers marchés, écoles et hôpitaux. Il exigerait une validation juridique, foncière et budgétaire; il ne peut être imposé à des propriétaires ou communautés.

Par exemple, une commune inondable pourrait réserver une zone maraîchère hors du couloir de crue, installer une collecte d’eau de pluie et publier les analyses de sol et d’eau avant la vente des légumes. C’est une illustration, non un modèle unique. L’agriculture urbaine ne remplacera pas l’agriculture rurale, mais peut réduire la dépendance de certains quartiers à des aliments lointains sans exposer cultivateurs et consommateurs à des eaux polluées ou à des expulsions.

Financer sans vendre l’avenir

Un paiement carbone n’est réel que lorsqu’une réduction est mesurée, rapportée, vérifiée et payée selon un contrat connu. Un précédent existe: le 6 juin 2025, la RDC a reçu **19,48 millions de dollars** pour la réduction vérifiée de **3,89 millions de tonnes** d’émissions durant 2019–2020, dans le programme juridictionnel REDD+ de Mai-Ndombe. [76] Ce fait ne justifie ni une prévision de recettes annuelles, ni un prix permanent du carbone, ni la distribution d’argent qui n’est pas encore arrivé.

Le manuscrit propose une règle: aucun budget essentiel — santé, école, salaires ou sécurité civile — ne doit dépendre de recettes carbone non encaissées. Lorsqu’un paiement est reçu, montant brut, frais, formule de partage, projets et décaissements doivent être publics et audités. La clé de répartition exige consultation documentée et contrôle légal.

Une proposition vérifiable de prospérité forestière

La proposition nouvelle de ce manuscrit est un **Pacte local forêt-climat-prospérité**, à expérimenter dans des territoires volontaires plutôt qu'à promettre à tout le pays. Son point de départ serait un diagnostic contradictoire: usages, droits, état de la forêt, besoins alimentaires et risques climatiques. Administration forestière, services fonciers, provinces, communes, représentants communautaires, organisations de femmes et chercheurs auraient des rôles définis et rendraient compte publiquement.

Le pacte ne financerait un projet qu'après trois vérifications: accord libre et informé des personnes affectées, absence de dégradation déplacée, bénéfice local observable au-delà du carbone. Il prévoirait plainte gratuite, délais de réponse et suspension d'un opérateur en cas de violation documentée. Les projets privés et publics auraient les mêmes obligations de transparence.

Son évaluation annuelle serait lisible par tous. Elle comparerait superficie forestière, conversions et restaurations, sécurité des droits et règlement des plaintes, accès alimentaire, qualité de l'eau des zones maraîchères, et montants carbone encaissés puis dépensés. Un bilan seulement comptable ne vaudrait pas succès s'il s'accompagnait d'expulsions, de conflits ou d'une alimentation plus chère.

Ainsi comprise, la forêt devient un bien commun, non un slogan. Les enjeux environnementaux doivent être examinés à partir de leurs conséquences pour la vie quotidienne. Le livre propose une refondation civile, vérifiable et non violente, où les ressources créent de la valeur au Congo et l'État peut être contrôlé.

CHAPITRE 13

Diplomatie, provinces et coopération régionale



Coopérer avec les communautés voisines — illustration de prospective

L’essentiel

> La diplomatie utile ne se résume ni aux sommets ni aux communiqués. Elle se reconnaît à une frontière où le petit commerce légal est possible, à un accord que chacun peut consulter et à une province capable de faire vérifier un ouvrage.

La souveraineté ne signifie pas le repli. Elle signifie que la République connaît ses intérêts, publie ses engagements et répond de leur coût comme de leurs résultats. La coopération régionale devient alors un moyen de protéger les personnes, le droit et les échanges, non une raison d’abandonner la responsabilité publique.

Ce chapitre traduit une vision de la refondation civile, non violente et vérifiable. Ses propositions sont celles du manuscrit et doivent être examinées au regard du droit, des moyens et des résultats.

Des responsabilités plus proches

La paix au quotidien, les échanges avec les pays voisins et les cadres régionaux sont liés. Une coopération profitable aux différentes parties doit être fondée sur le droit, des responsabilités identifiables et le contrôle des habitants concernés.

Depuis 2011, l'échelle de responsabilité a changé. La Constitution organise la République autour de vingt-cinq provinces et de la ville de Kinshasa; elle confie à l'Assemblée provinciale le contrôle du gouvernement provincial et des services publics locaux. [77] Le passage de onze à vingt-six provinces a rapproché, en droit, le lieu de décision. Il n'a pas donné automatiquement capacités administratives, transferts réguliers ou contrôle efficace. La Banque mondiale jugeait encore la décentralisation inachevée en 2018. [78]

La province ne doit donc être ni une simple antenne, ni un État dans l'État. Elle est l'échelon qui rend les besoins visibles, organise les services de proximité et rend compte des résultats. Le niveau national garde la négociation internationale, les douanes, la monnaie et les garanties d'égalité entre territoires. Cette répartition protège l'unité du pays autant que l'initiative locale.

La frontière comme service de droit

Une frontière est une ligne de souveraineté, mais aussi un lieu de vie. Dans les Grands Lacs, les échanges de produits agricoles et de biens essentiels relient chaque jour familles, marchés et territoires voisins. Une étude de la Banque mondiale sur la RDC, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda rappelle qu'une grande part de ce petit commerce est informelle et portée par des commerçants individuels, souvent des femmes modestes. Sa précision est décisive: informalité et illégalité ne sont pas synonymes; de nombreux passages se font par des postes officiels. [79]

Cette distinction ne banalise ni fraude, ni contrebande, ni marchandise interdite. Elle impose à l'administration de discerner. Une commerçante de poisson fumé ou un vendeur de haricots qui utilise un poste légal ne doit pas être traité comme un réseau criminel. Les règles doivent être connues, les droits affichés, les reçus délivrés et les recours possibles. Faute de cela, l'économie de survie devient vulnérable à l'extorsion.

Le manuscrit propose des **pactes de service frontalier**, à expérimenter seulement là où la sécurité permet une présence civile continue. Ils réuniraient les services compétents de l'État, les autorités provinciales dans leur rôle local, les représentants de marchés et les organisations de commerçantes. Les autorités homologues seraient associées lorsque le cadre bilatéral le permet. Il ne s'agit ni de créer une police parallèle ni de déplacer la compétence douanière. Chaque poste publierait une notice simple: produits admissibles, documents requis, droits officiels, horaires, circuit de plainte et délai de réponse.

La prudence reste nécessaire. Le rapport du 7 août 2025 du Projet de facilitation et d'intégration du commerce des Grands Lacs indique que les activités en RDC continuaient dans les zones stables et étaient suspendues dans les lieux à haut risque. Le progrès global y était alors « modérément insatisfaisant », notamment du fait de retards d'études techniques. [80] Une frontière ne se transforme pas par décret: sécurité, documents accessibles, intégrité des agents et coordination comptent ensemble.

Le bilan mesurerait le temps de passage, le coût officiel, la remise de reçus et le traitement des plaintes. Le même projet relevait 37,28 minutes en moyenne aux postes ciblés au 31 août 2024, sans amélioration dans cette série. Ce repère concerne le projet, non toutes les frontières congolaises. [80]

Coopérer sans se dessaisir

Le droit congolais donne à la publicité des accords une valeur concrète. Les traités et accords régulièrement conclus n'acquièrent une autorité supérieure à la loi qu'à compter de leur publication, sous condition de réciprocité. Les accords de paix ou de commerce, ceux qui concernent les organisations internationales, les finances publiques ou le territoire requièrent une autorisation législative. Toute cession, tout échange ou ajout de territoire suppose un référendum. [77]

La publication est donc une condition de la souveraineté exercée en commun. Un citoyen, un député provincial, un entrepreneur ou un chercheur doit pouvoir connaître le texte accepté, sa durée, ses engagements financiers, ses mécanismes de règlement des différends et son calendrier.

Le manuscrit propose un **registre public des engagements extérieurs**, au Journal officiel et en ligne. Il réunirait le texte authentique,

les annexes, la loi d'autorisation lorsqu'elle est requise et un état annuel des obligations réciproques. Ce registre ne remplacerait ni le Parlement ni les procédures constitutionnelles. Il rendrait leur contrôle praticable. Pour un corridor, un port ou un marché frontalier, les provinces concernées pourraient aussi publier une note sur les effets attendus. Ce n'est pas un veto provincial sur la diplomatie nationale, mais une information utile à la négociation.

Une coopération réussie se jugerait alors sur des résultats partagés: denrées plus disponibles, itinéraires plus sûrs, délais prévisibles et recettes publiques traçables. Une annexe secrète, une dépense non budgétée ou un engagement territorial obscur affaiblissent le pays, même au nom de l'urgence.

Projets locaux: rendre compte avant de célébrer

La redevabilité commence avant l'inauguration. Le PDL-145T prévoit un renforcement de la gouvernance locale et un système d'information géoréférencé de suivi; le bilan PNUD du 14 mai 2025 présente les progrès arrêtés au 31 mars 2025. [81] La leçon est simple: un projet local doit avoir une adresse, un responsable, un coût documenté et un usage observable.

Le manuscrit propose une fiche publique avant tout chantier provincial ou territorial. Elle préciserait le besoin, l'emplacement, le maître d'ouvrage, la source légale de financement, le marché attribué, le calendrier et le service attendu. À la livraison, elle indiquerait la réception technique, le coût final, les écarts et l'entretien prévu. Elle resterait accessible si le projet prend du retard ou échoue.

L'Assemblée provinciale exercerait son contrôle constitutionnel. Les organisations locales pourraient observer l'usage et recueillir les plaintes, sans remplacer l'ingénieur, l'auditeur ou le juge. Les contributions de partenaires ou de diaspora suivraient les mêmes règles, sans compte hors budget. Cette discipline est réaliste: la Banque mondiale relevait en 2021 le besoin d'un mécanisme formel de transferts et de systèmes provinciaux de gestion des finances publiques. [82]

Raccord avec les contributions extérieures

Une frontière régie par le droit, un accord publié et un projet provincial contrôlé forment une même chaîne de confiance. Le chapitre 14

applique cette exigence aux contributions de la diaspora: la compétence, l'investissement et l'installation volontaire restent des choix de droit, préparés avec les institutions d'accueil et soumis aux mêmes garanties de transparence. La coopération régionale utile à la population ne confond ainsi ni ouverture, ni dépendance, ni privilège.

CHAPITRE 14

La diaspora, partenaire de la reconstruction



Partager les compétences de la diaspora — illustration de prospective

L’essentiel

> La diaspora ne doit être ni une caisse présumée disponible, ni une réserve de voix, ni une population sommée de revenir. Elle est faite de personnes libres, porteuses de parcours, de métiers, de réseaux et de responsabilités familiales. La République peut créer des conditions pour que celles et ceux qui le souhaitent contribuent à la reconstruction. Elle ne peut pas transformer ce choix en devoir d’allégeance.

Le présent chapitre propose une politique publique générale. Il ne mobilise pour aucune personne, aucun parti ni aucune organisation. Sa règle centrale est simple: la contribution à distance, la mission temporaire et l’installation volontaire durable ont une égale dignité. Le retour n’est ni le sommet ni la preuve de l’attachement au pays.

Des précédents existent. Dès 2001, le programme Migrations pour le développement en Afrique dans la région des Grands Lacs, porté par l'Organisation internationale pour les migrations, l'OIM, a permis des appuis de professionnels de santé de la diaspora congolaise, des formations avec des universités congolaises et des formations à distance. Il associait transferts physiques, virtuels et financiers, sans réduire la contribution à une présence permanente. [87] En 2013 puis en 2015, l'OIM a également appuyé une table ronde, la formation d'agents et une cartographie des ressources et compétences de la diaspora en RDC. [88]

Ces expériences n'autorisent aucune promesse mécanique. Elles invitent à partir d'un besoin local, préparer l'accueil, transmettre un résultat aux équipes et rendre compte. L'OIM organise son approche autour de la mobilisation, de conditions favorables et de l'autonomisation des diasporas. [89], [86]

La paix, la sécurité des personnes et la sécurité juridique sont des préalables. Une chercheuse, un chirurgien, une entrepreneuse ou un ingénieur ne peut bâtir durablement là où son intégrité, son contrat, ses biens ou sa liberté de circuler ne sont pas raisonnablement protégés. Le programme ne s'ouvrirait donc dans une province ou un territoire que si une évaluation publique confirme un minimum de sécurité civile, de continuité administrative et de recours effectif. Là où ces conditions font défaut, la contribution à distance resterait possible si elle ne met personne en danger; la mission ou l'installation seraient différées, jamais exigées.

Ne pas confondre les transferts familiaux avec un fonds public

La Banque mondiale a enregistré pour la RDC 3,318 milliards de dollars courants d'envois de fonds personnels reçus en 2025, soit 3,645 % du produit intérieur brut. [83], [84] L'indicateur additionne les transferts courants entre ménages résidents et non-résidents et la rémunération des travailleurs frontaliers, saisonniers ou de courte durée. [85] Il ne mesure ni le nombre de Congolais vivant hors du pays, ni leurs seuls envois, ni un portefeuille d'investissement, ni des compétences mobilisables.

Ces montants servent souvent au loyer, aux soins, aux études, à l'alimentation ou à une urgence familiale. Ils ne constituent pas une

réserve que l'État, une banque ou une association pourrait affecter à sa guise. La politique proposée ne prélève rien sur les transferts privés et ne les reconstruit pas en promesse de financement collectif. L'école, l'hôpital, le tribunal et le réseau d'eau demeurent des responsabilités publiques, financées et contrôlées comme telles.

Il ne faut pas inventer une taille de diaspora: sans source robuste, ce nombre serait trompeur. Le programme mesurerait plutôt les compétences proposées, besoins satisfaits, missions réalisées, emplois créés par un projet suivi et savoirs repris localement.

Une porte publique, non une représentation de façade

Proposition originale: le Cadre des trois contributions. Une loi, ou à défaut une décision réglementaire prise dans ses limites légales, définirait trois voies équivalentes.

La première voie est la **contribution à distance**. Elle peut prendre la forme d'un enseignement coanimé avec une faculté congolaise, d'un avis technique destiné à un service public, d'une revue de protocole hospitalier, d'un tutorat d'entrepreneurs ou d'une participation à un réseau de recherche. Elle ne doit pas remplacer un poste vacant ni imposer aux bénéficiaires une technologie qu'ils ne peuvent entretenir. Chaque activité devrait être demandée par une institution d'accueil, prévoir un référent local, des outils accessibles et une transmission finale réutilisable.

La deuxième est la **mission temporaire**. Un professionnel peut venir pour former des formateurs, installer puis documenter un équipement, développer un module pédagogique, auditer avec une équipe locale ou accompagner une PME dans une étape précise. L'université, l'hôpital, l'institut technique, la chambre professionnelle ou la PME partenaire formule le besoin avant l'appel à compétences. Le mandat fixe durée, responsabilités, règles de sécurité, coûts justifiés, propriété des travaux, données protégées et livrable. Une mission ne vaut pas réussite parce qu'elle a eu lieu; elle est évaluée trois et douze mois plus tard par l'usage durable de ce qui a été transmis.

La troisième est l'**installation volontaire durable**. Elle s'adresse à la personne qui choisit de travailler, d'enseigner, d'entreprendre ou de vivre durablement au Congo. Elle ne donne pas un droit à un emploi public, à une terre, à une exonération ni à un logement gratuit. Elle doit en revanche donner accès, comme à tout usager, à une information

claire, à une procédure prévisible et à un recours. Le retour demeure un choix réversible dans le respect du droit; personne ne devrait perdre ses droits, sa dignité ou l'accès à une information neutre pour avoir décidé de ne pas s'établir.

L'installation appelle un accueil familial, pas seulement administratif. Là où la sécurité le permet, un service d'orientation pourrait fournir une liste vérifiable de logements et de prestataires, informer sur l'école, la santé, le transport et les démarches d'état civil, et signaler les risques fonciers ou locatifs. Il ne distribuerait pas de biens, mais rendrait les règles visibles, notamment pour les baux et titres examinés par les autorités compétentes. Tous doivent obtenir la même information sans intermédiaire influent.

Écouter la diaspora sans la convertir en clientèle

La RDC dispose déjà d'une Direction des Congolais de l'Étranger au sein du ministère compétent pour les affaires étrangères. Le profil 2023 de l'OIM lui attribue l'identification des Congolais vivant à l'étranger, la défense de leurs intérêts et la facilitation de certaines démarches liées au retour ou à un projet, en liaison avec les autorités compétentes. [90] Cette direction pourrait être le point d'entrée administratif, mais elle ne devrait pas décider seule des priorités de santé, d'enseignement, d'industrie ou d'investissement.

Proposition originale: des consultations administratives ouvertes de la diaspora. Pendant les cent premiers jours, cette direction organiserait des consultations accessibles à distance et en présentiel dans les principaux lieux de résidence, sans sélectionner les intervenants selon leur proximité politique, leur association ou leur capacité financière. L'appel serait public, traduit lorsque nécessaire, avec une version adaptée aux personnes handicapées. Les contributions anonymisées, les questions reçues, la méthode de tri et la réponse de l'administration seraient publiées.

Cette consultation ne créerait pas un parlement extérieur. Elle déboucherait sur un **conseil pluraliste de compétences**, consultatif et renouvelé. Ses sièges seraient répartis entre santé, éducation et recherche, ingénierie et numérique, agriculture et environnement, culture et création, droit et administration, PME et finance responsable, ainsi que métiers techniques. Des critères publics imposeraient diversité de genre, d'âge, de pays de résidence, de provinces d'origine

déclarées si la personne souhaite les mentionner, et expérience de terrain. Aucun secteur, pays d'accueil, courant politique ou réseau associatif ne pourrait s'approprier la représentation. Les déclarations d'intérêts, les comptes rendus et les avis minoritaires seraient publics.

La consultation doit aussi protéger les données. Un registre de compétences serait volontaire, limité à l'information utile et séparé des listes électorales, policières, fiscales ou commerciales. Il ne publierait ni adresse personnelle ni situation migratoire. Chaque inscrit pourrait corriger ou retirer ses données. La contribution ne peut naître de la confiance si le formulaire devient une méthode de surveillance.

Compétence reconnue, droit respecté, accueil préparé

La mobilité des savoirs exige une reconnaissance régulière, non une équivalence automatique. La RDC est membre du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur, le CAMES, depuis 2011; son dispositif de reconnaissance et d'équivalence couvre les qualifications d'établissements accrédités de ses États membres. [90] Cela ne règle pas le cas de chaque diplôme étranger, encore moins l'autorisation d'exercer une profession réglementée.

Proposition originale: le parcours de reconnaissance lisible. Pour chaque métier, un guichet de coordination indiquerait l'autorité compétente, les pièces exigées, le délai indicatif, le coût légal, la possibilité de compléter une formation et la voie de recours. Les universités vérifieraient les diplômes académiques; les ordres, ministères ou régulateurs compétents examineraient les professions qui exigent une autorisation. Les dossiers incomplets recevraient une décision motivée et une chance de correction, non une disparition silencieuse. Les mêmes règles doivent s'appliquer au candidat résidant à Kinshasa, à Goma, à Lubumbashi ou à l'étranger.

Les partenaires institutionnels restent la clé. Un hôpital ne demande pas seulement une mission de chirurgie: il désigne une équipe, réserve le temps de formation, prévoit la maintenance et s'assure que les protocoles respectent les règles nationales. Une université associe un enseignant local à tout cours à distance et en conserve les supports. Une PME qui reçoit un accompagnement en gestion accepte une comptabilité distincte, un calendrier et une évaluation, sans dévoiler ses secrets commerciaux. L'apport extérieur devient alors un multiplicateur des capacités congolaises, non une substitution durable.

La Banque mondiale relève que le règlement des litiges commerciaux en RDC s'appuie notamment sur le droit OHADA, mais que les procédures restent souvent manuelles, fragmentées et vulnérables à des paiements informels. [17] Cette constatation ne condamne pas l'entrepreneuriat; elle oblige à prendre la sécurité juridique au sérieux. Un programme diaspora ne doit pas annoncer des délais impossibles ni inviter des personnes à engager leur épargne sans exposer les risques.

Investir sans promettre, co-investir sans favoritisme

Proposition originale: le guichet non discriminatoire des projets de contribution. Il accueillerait au même endroit les projets proposés par une personne de la diaspora, un résident, une association, une PME ou un partenariat entre eux. Le critère n'est pas l'adresse du porteur, son identité politique ou son lien personnel avec une autorité. Ce sont l'utilité démontrée, la faisabilité, la capacité technique, l'emploi décent, les effets sociaux et environnementaux, la conformité fiscale et la transparence des bénéficiaires effectifs.

Avant tout co-investissement public, para-public ou appuyé par un partenaire, il faudrait une étude préalable proportionnée au risque: besoin réel, modèle économique, coût complet, maintenance, risques de change et de marché, disponibilité de l'énergie ou de la logistique, incidences sociales et environnementales, gouvernance et conflits d'intérêts. Les fonds privés restent exposés à la perte; aucune administration ne promettrait rendement, rachat, garantie de change ou avantage fiscal. La loi de finances rectificative de 2025 rappelle d'ailleurs que les nouvelles exonérations doivent reposer sur un instrument légal et interdit le cumul de certains régimes incitatifs. [18]

Le co-investissement, s'il est légalement autorisé et budgété, passerait par une décision publiée: apport de chaque partie, risques supportés, règles de marchés, étapes de décaissement, audit, bénéficiaires effectifs et mécanisme de sortie. Les contrats, avenants et résultats non confidentiels seraient consultables. Une PME écartée ou un candidat qui conteste une décision disposerait d'une réponse écrite, d'un réexamen administratif par un service distinct, puis des recours de droit commun. La prévention de la corruption ne signifie pas soupçonner chaque porteur de projet; elle signifie que nul ne dépend d'une faveur pour obtenir une décision.

Les obligations ne disparaissent pas parce qu'un projet est présenté comme patriotique. Toute entreprise doit respecter l'immatriculation, les déclarations fiscales et douanières applicables, le droit du travail, les règles de concurrence, d'environnement et de lutte contre le blanchiment, ainsi que les licences propres à son secteur. L'administration doit dire clairement ce qui relève du droit existant, ce qui attend un décret et ce qui requerrait une loi. L'incertitude ou l'insécurité doivent conduire à différer un projet, pas à les masquer sous un discours d'enthousiasme.

Un calendrier conditionnel et contrôlable

Dans les **cent premiers jours**, les institutions compétentes publieraient l'acte de lancement, la carte des responsabilités et les conditions minimales de sécurité. La Direction des Congolais de l'Étranger piloterait l'accueil administratif; les ministères sectoriels qualifieraient les besoins; le ministère chargé du Plan et celui des Finances vérifieraient l'inscription budgétaire; l'autorité de régulation et les services de contrôle suivraient les marchés et les co-investissements. Les provinces volontaires désigneraient un point focal de service, sans créer une administration parallèle. Les consultations ouvertes, l'inventaire des guichets existants et un premier catalogue de besoins institutionnels seraient publiés.

Au terme de **deux ans**, seuls les pilotes ayant passé un contrôle indépendant seraient élargis. Les premiers partenariats entre universités, hôpitaux, instituts techniques et PME devraient prouver la reprise locale du savoir. Le guichet de reconnaissance des compétences devrait publier ses délais, refus et recours sous forme anonymisée. Le guichet des projets rendrait publics les décisions, contrats et contrôles. Un rapport au Parlement, aux assemblées provinciales concernées et au public distinguerait réalisation, dépense engagée, dépense payée et résultat observé.

À **cinq ans**, une évaluation indépendante demanderait si le programme a réellement accru des capacités locales, plutôt que le nombre d'inscriptions. Elle déciderait publiquement entre trois issues: consolidation, correction profonde ou arrêt d'un volet inefficace. L'État ne doit pas maintenir un dispositif parce qu'il est symboliquement séduisant. Les partenaires techniques peuvent apporter expertise et appui,

mais l'autorité publique, les données essentielles, les règles de contrôle et les recours doivent rester congolais.

Les coûts doivent être chiffrés avant toute généralisation et inscrits dans une loi de finances votée. Le budget séparera les consultations, la protection des données, la coordination des guichets, la reconnaissance des compétences, les missions, les audits, les recours et la maintenance numérique. Il distinguera les dépenses publiques récurrentes, les apports de partenaires et les capitaux privés à risque. Aucun chiffre global ne doit être annoncé sans étude de charge, coût de cycle de vie et source de financement identifiée.

Les indicateurs seront vérifiables sans confondre activité et succès: part des besoins institutionnels ayant reçu une réponse utilisable; part des missions dont le livrable est encore employé après douze mois; délai médian et taux de réexamen des reconnaissances de compétences; part des projets dont étude, décision, contrat et audit sont publiés; délai de traitement des plaintes; emplois déclarés et maintenus lorsque le projet le prévoit; et taux de satisfaction séparé des institutions hôtes, des participants et des usagers. Ils seront ventilés par secteur, province et mode de contribution, sans exposer de données personnelles. La contribution à distance ne sera jamais comptée comme une forme inférieure.

La diaspora peut devenir partenaire de la reconstruction lorsque la République lui propose non un geste de loyauté, mais une relation de droit. Cette relation commence par la paix et une administration qui répond. Elle se poursuit par le respect du choix de rester, de venir pour un temps ou de s'installer. Elle se prouve enfin dans une salle de cours où un module demeure, un hôpital où une équipe maîtrise un protocole, une PME dont le contrat est protégé, et une famille qui peut choisir son avenir sans que sa liberté devienne le prix de son engagement.

CHAPITRE 15

Retrouver son pays: retour volontaire, protection et réintégration



Retrouver un foyer, librement et dans la dignité — illustration de prospective

L’essentiel

Retrouver son pays peut être un espoir profond. Ce n’est jamais un ordre collectif. Pour les réfugiés congolais, le retour doit rester une décision libre, informée, sûre et digne. Le droit de rentrer en RDC ne retire ni le droit de demander l’asile, ni la protection contre le retour forcé, ni les autres solutions légales. Ce chapitre propose un programme civil, sans objectif chiffré imposé ni attribution à une personnalité, à un État ou à une organisation.

Un droit de rentrer, non une obligation de revenir

Il faut d'abord corriger une confusion juridique. La Charte des Nations unies organise la coopération internationale, la paix et le respect des droits humains; elle ne pose pas une obligation générale, pour des réfugiés, de retourner dans leur pays. [91] Le droit pertinent est d'une autre nature. La Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît à toute personne le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de **revenir dans son pays**. [92] Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques précise que nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays. [93]

Ces textes protègent la possibilité de revenir; ils ne commandent pas à une personne de revenir. La décision dépend de la sécurité réelle, de l'unité familiale, de la santé, du logement, de la terre, de l'école et de l'existence d'un recours.

La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés apporte une garantie décisive: le **non-refoulement**. Son article 33 interdit de renvoyer un réfugié vers un territoire où sa vie ou sa liberté seraient menacées pour les motifs prévus par la Convention. [94] La Convention de l'Organisation de l'unité africaine, ou **OUA**, de 1969 renforce cette règle en Afrique. Elle proscrit notamment le rejet à la frontière, le retour et l'expulsion qui exposeraient la personne à un risque pour sa vie, son intégrité physique ou sa liberté. Surtout, son article V exige que le caractère essentiellement volontaire du rapatriement soit respecté dans tous les cas et qu'aucun réfugié ne soit rapatrié contre son gré. [95]

Le pays d'origine doit accueillir ses ressortissants qui choisissent de rentrer, ne pas les pénaliser pour avoir fui et faciliter leur réinstallation. Cela ne transforme pas l'individu en objet d'une décision administrative. La protection dans le pays d'asile demeure due tant qu'un retour libre et sûr n'est pas établi pour cette personne.

Il est indispensable de ne pas confondre les catégories. Le **réfugié** a franchi une frontière et demande ou reçoit une protection internationale. Le **demandeur d'asile** attend une décision. La **personne déplacée interne** a fui sans quitter la RDC. La **diaspora** est une population vivant hors du pays pour des motifs divers; elle n'est pas, par définition, réfugiée. Ces mots emportent des protections et responsabilités différentes.

Pour les déplacés internes, la Convention de Kampala de l'Union africaine est une référence utile. Elle oblige les États à favoriser, dans

la sécurité et la dignité, le retour volontaire, l'intégration locale ou la réinstallation, après un choix libre et éclairé. Elle prévoit aussi des mécanismes adaptés aux différends de propriété. [96] Mais cette Convention ne doit pas servir à effacer le statut propre des réfugiés congolais qui se trouvent en Ouganda, au Rwanda ou ailleurs.

Une situation régionale qui exige de ne pas simplifier

Le même état de référence doit guider le débat. Dans sa mise à jour couvrant **août 2026**, publiée le 17 septembre 2026, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ou **UNHCR**, indique qu'environ **1,3 million de réfugiés et demandeurs d'asile congolais** étaient accueillis dans les pays voisins à la fin du mois. Ce chiffre régional ne compte ni les déplacés internes en RDC, ni toute la diaspora congolaise. [9]

Le cadre régional comprend les neuf États frontaliers de la RDC: Angola, Burundi, République centrafricaine, République du Congo, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie. Des Congolais sont aussi accueillis plus loin en Afrique et dans le monde. Ils conservent les mêmes droits individuels et ne doivent pas disparaître d'une politique de protection.

L'Ouganda et le Rwanda appellent une attention particulière, sans en faire deux dossiers isolés. Le bulletin UNHCR d'août indique que le Burundi et l'Ouganda accueillent la majorité des réfugiés congolais dans cet espace régional. Il rapporte aussi que l'Ouganda a rétabli, le 19 août 2026, le statut de réfugié *prima facie* pour les demandeurs d'asile venant de RDC, du Soudan du Sud et du Soudan. Cette mesure concerne l'accès à la protection; elle ne constitue pas un programme de retour. [9]

Le Rwanda est à la fois pays d'asile et partenaire d'un cadre de retour avec la RDC et l'UNHCR. Des personnes peuvent souhaiter rentrer; d'autres rester protégées, rejoindre légalement leur famille ou solliciter une autre solution. Aucun flux ou communiqué ne remplace l'examen individuel du consentement et des risques.

Quatre voies légales, à maintenir ouvertes

Le **rapatriement volontaire** est une solution durable quand la personne décide librement de rentrer et peut reconstruire sa vie.

L'UNHCR distingue toutefois trois solutions qui se complètent: le retour volontaire, l'intégration locale dans le pays d'accueil et la réinstallation dans un pays tiers sûr. [97] À ces solutions s'ajoute, avant toute décision, le droit de demander et de recevoir une protection d'asile conforme au droit applicable.

Le droit de rester protégé dans le pays d'accueil n'est pas une faveur conditionnée à une promesse de départ. Les États d'accueil doivent maintenir l'accès à l'asile, prévenir le refoulement, protéger contre les menaces et permettre l'accès aux documents, à l'école, aux soins et à la justice. La protection vaut aussi pour celui qui ne souhaite pas revenir maintenant ou qui a besoin de temps pour décider.

L'intégration locale peut ouvrir l'accès à un séjour durable, au travail et aux services, voire à la résidence permanente ou à la nationalité. La réinstallation est l'admission légale dans un troisième pays sûr, selon des critères et des places limités. Elle importe lorsque la sécurité ne peut être garantie dans le pays d'accueil ou par un retour prochain. [97]

Les Congolais accueillis hors de la région des Grands Lacs ou de l'Afrique australe ne sont pas un cas à part. Le même non-refoulement, la même liberté de décision et les mêmes trois solutions leur sont applicables. Un dispositif de retour ne peut jamais réduire leur protection, leur aide ou leur accès aux procédures d'asile.

Les accords utiles sont des cadres, pas des convocations

Un accord tripartite associe en général le pays d'origine, le pays d'accueil et l'UNHCR. Il peut définir les responsabilités, les garanties et les modalités d'un retour volontaire. Il ne remplace jamais le choix de la personne. La conclusion du Comité exécutif de l'UNHCR sur la sûreté juridique du rapatriement rappelle qu'un tel accord peut être utile, mais qu'il n'est pas une condition nécessaire de tout retour volontaire. Elle exige surtout une information complète, exacte et objective, ainsi qu'un accès de l'UNHCR aux personnes retournées pour suivre le respect des garanties. [98]

Entre la RDC, le Rwanda et l'UNHCR, le processus s'appuie sur les accords tripartites de 2010. Les réunions de 2025 et 2026 ont confirmé que les retours doivent être volontaires, sûrs et dignes. C'est un cadre opérationnel réaffirmé, non un ordre de retour ni un engagement créé par ce livre. [99] [100]

Le bulletin d'août 2026 décrit aussi une huitième commission RDC–Tanzanie–UNHCR. Elle a retenu une feuille de route prudente et graduée pour les seules personnes ayant exprimé un intérêt indépendant pour le retour, avec vérification, conseil, documents, évaluation de protection, itinéraires sûrs, capacité d'accueil et appui à la réintégration. La majorité des personnes vérifiées n'étaient pas prêtes à revenir. Le même bulletin fait état de cadres tripartites et de retours volontaires facilités depuis la Zambie. [9]

Des accords plus anciens existent avec l'Angola en 2019, le Burundi en 2009, la République centrafricaine en 2004 et le Soudan en 2006. [101] [102] [103] [104] Ils attestent une coopération, non l'activité actuelle d'un dispositif dans chaque pays. Le document de 2006 concerne le Soudan avant l'indépendance du Soudan du Sud. Pour l'Ouganda, ce chapitre ne présume aucun accord tripartite de retour: la protection de l'asile n'en dépend pas.

Un programme de retour proposé, seulement si les conditions sont réunies

Le présent manuscrit propose un **programme civil de choix, de retour et de réintégration**. C'est une proposition nouvelle. Elle ne constitue ni un accord signé, ni un engagement personnel de Joseph Kabila, ni un mandat donné à un gouvernement ou à l'UNHCR.

La première condition serait une évaluation indépendante, régulière et accessible de la sécurité physique, juridique et matérielle dans chaque zone de retour. La sécurité physique signifie l'absence de menaces, de persécution, de détention arbitraire, de violence sexuelle ou d'exploitation. La sécurité juridique suppose des documents reconnus, un état civil fonctionnel, l'accès à la justice et l'absence de discrimination ou de sanction liée à la fuite. La sécurité matérielle exige un abri réaliste, de l'eau, des soins, l'école et une possibilité de revenu. [97]

Aucune campagne ne devrait commencer sans information impartiale, dans les langues comprises. Elle expliquerait les risques, les services et le droit de rester protégé. Des consultations associeraient femmes, hommes, adolescents, personnes âgées, personnes handicapées, réfugiés hors des camps et communautés d'accueil. Le consentement serait individuel, libre, documenté et révocable avant le départ. Aucun quota, délai, réduction d'aide ou fermeture de site ne devrait pousser au retour.

Le pays d'origine assurerait l'accueil civil, les documents, les recours et l'égalité de traitement. Les pays d'accueil préserveraient l'asile, organiseraient une information neutre et protégeraient contre la pression. L'UNHCR exercerait son mandat de protection: appui à l'enregistrement, conseil, contrôle, coordination et suivi. Il ne remplacerait ni les administrations, ni les tribunaux, ni le choix du réfugié. Collectivités de retour, organisations de femmes, associations de personnes handicapées, écoles, centres de santé et aide juridique participeraient au dispositif.

Avant le départ, chaque famille pourrait faire vérifier ou reconstituer identité, actes d'état civil, scolarité et documents liés à l'occupation. Un registre séparé traiterait la réunification. Aucun enfant non accompagné ou séparé ne partirait sans recherche de proches, examen de son intérêt supérieur et accueil adapté. Les données seraient limitées au nécessaire, sécurisées, accessibles à la personne et interdites d'usage politique, commercial ou de contrôle non justifié.

Le transport serait strictement civil, volontaire et sûr. Il comprendrait une assistance juridique, un point d'information indépendant, des moyens accessibles aux personnes handicapées, une prise en charge médicale lorsque nécessaire et une continuité de l'aide jusqu'au lieu d'accueil. Il ne s'agirait ni d'une opération militaire ni d'un déplacement collectif imposé.

À l'arrivée, la priorité ne serait pas de comptabiliser un retour, mais de rendre une vie possible: hébergement transitoire, inscription scolaire sans rupture, soins, santé mentale et appui aux revenus par activité choisie, formation, reconnaissance de compétences ou petite activité. Femmes et filles auraient des voies sûres de signalement et d'aide face aux violences. Enfants, personnes handicapées et survivants recevraient un accompagnement adapté, sans divulgation de leur identité.

Le logement, la terre et les biens exigent une procédure, non une promesse. Toute demande serait enregistrée, les parties entendues, la médiation librement acceptée et le juge compétent accessible. Quand la restitution est impossible, hébergement, occupation temporaire ou réparation légalement fondée seraient examinés au cas par cas. La réintégration ne peut pas créer de nouveaux déplacés.

Un suivi indépendant serait effectué après le retour, notamment à trois, six et douze mois, avec des visites confidentielles, un numéro de plainte sans frais et des canaux accessibles hors ligne. L'UNHCR doit pouvoir accéder aux personnes retournées afin de suivre leur traitement; cette garantie internationale doit inspirer le dispositif proposé. [98] Une hausse documentée de violences, de discrimination, d'expulsions, de séparation familiale, de refus de documents ou d'impossibilité d'accéder aux services déclencherait la suspension immédiate des départs vers la zone concernée et une réévaluation publique.

Le financement doit être réaliste. Avant tout lancement, les institutions compétentes publieraient un budget par zone: état civil, conseil juridique, transport civil, abri, école, santé, litiges, formation, suivi et données. Dépenses et marchés seraient publiés, contrôlés et assortis d'un mécanisme de plainte. L'État, les collectivités et les partenaires contribueraient selon leurs mandats, sans que l'aide extérieure efface la responsabilité publique. Aucun don supposé ni objectif de retours ne serait tenu pour acquis.

Les indicateurs suivraient des droits plutôt qu'une cadence de départ: part des personnes ayant reçu une information contradictoire et comprise; documents délivrés ou rétablis; familles réunifiées; délai de traitement des litiges de terre; accès effectif à l'école, aux soins, à un logement sûr et à un revenu; plaintes reçues et résolues; et résultats du suivi indépendant après six et douze mois. Les données seraient publiées sous forme anonymisée. Un retour ne serait considéré comme durable que si ces éléments se maintiennent et si la personne ne doit pas fuir de nouveau.

Retrouver son pays est un droit qui mérite d'être rendu praticable. Le respecter suppose de reconnaître un autre droit, tout aussi concret: celui de ne pas revenir tant que le choix n'est pas libre ou que la sécurité, la dignité et les moyens de vivre ne sont pas assurés. Une République qui veut accueillir ses enfants ne les somme pas de rentrer; elle crée les conditions dans lesquelles chacun peut le décider sans peur.

Feuille de route démocratique

Cette feuille de route traduit le fil directeur éditorial du manuscrit — **rupture, refondation, émergence** — en séquences discutables et contrôlables. La rupture est vérifiée par l'abandon des pratiques illégales ou arbitraires; la refondation, par des institutions et des repères éthiques qui tiennent leurs engagements; l'émergence, par des résultats humains, économiques et civiques mesurables. Les échéances sont **proposées**: elles n'engagent aucune personne, organisation, gouvernement ou administration. Toute mesure doit respecter les compétences constitutionnelles, les lois de finances, les règles de marchés publics et les droits fondamentaux.

Les 100 premiers jours: établir la preuve et les garanties

La première priorité serait de publier un état de départ commun. Les institutions compétentes pourraient inventorier les budgets, contrats, transferts, services prioritaires, plaintes et données territoriales déjà disponibles, en distinguant ce qui est observé, estimé ou projeté. Elles pourraient fixer une fiche publique minimale pour tout projet prioritaire: responsable, base légale, calendrier, coût complet, financement, résultat attendu, données non sensibles et voie de recours.

Dans le même temps, les garanties doivent précéder les expérimentations. Un protocole de protection des données, d'accès non discriminatoire, de plainte sûre et de réponse motivée devrait être rendu public. Pour les personnes déplacées, les victimes, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les communautés affectées par un projet foncier ou forestier, l'information accessible, la participation sans représailles et le recours au juge compétent restent des conditions, non des compensations ultérieures.

Un dialogue inclusif, s'il était institutionnellement décidé, commencerait par son mandat, ses règles de représentation, ses financements, ses déclarations d'intérêts et ses limites. Il ne pourrait effacer le droit des victimes à la justice ni se substituer aux juridictions. La première preuve de sérieux serait donc moins une cérémonie qu'une procédure publiée.

Pour le **cadre diaspora**, la Direction des Congolais de l'Étranger publierait, avec les ministères sectoriels, les provinces volontaires,

le Plan et les Finances, la carte des responsabilités, des besoins institutionnels et des guichets déjà existants. Une consultation ouverte, accessible à distance, recueillerait les priorités sans fichier politique ni obligation de s'inscrire. La protection des données, les critères d'accès non discriminatoires, la procédure de reconnaissance des compétences et le circuit de plainte seraient rendus publics avant toute mission, installation accompagnée ou décision de co-investissement. Les coûts de consultation, de coordination, de recours et d'audit seraient séparés des capitaux privés à risque et ne pourraient être engagés qu'après inscription budgétaire régulière.

Pour le **programme de choix, de retour et de réintégration**, le ministère compétent pour les réfugiés et l'état civil, les collectivités de retour, les services de santé, d'école, de justice et de foncier, les pays d'asile concernés et l'UNHCR exerceraient leurs mandats propres. Avant toute information sur le retour, ils publieraient la méthode d'évaluation indépendante de la sécurité physique, juridique et matérielle par zone, les garanties de non-refoulement, les voies de plainte et la règle de suspension. Les réfugiés, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les communautés d'accueil et les personnes hors des camps seraient consultés sans quota ni réduction d'aide. La préparation budgétaire distinguerait documents, conseil juridique, transport civil, abri, école, soins, litiges, suivi et protection des données; elle ne présumerait aucun don ni aucun volume de retours.

Pour le **programme emploi, entreprise et compétences numériques**, les ministères compétents pour le travail, la formation, l'enseignement, les PME, le numérique, le commerce et les finances, avec les provinces volontaires et les partenaires sociaux, dresseraient la carte des formations, métiers demandés, équipements et contraintes d'énergie, de connexion, de sécurité et de transport. Avant tout pilote, ils publieraient les critères d'accès non discriminatoires, la charte de travail décent, le modèle de stage, le canal de plainte, la protection des données, le coût complet, le plafond de budget et les responsables. Un guichet d'information export diffuserait uniquement une grille de vérification de l'éligibilité, du KYC, de la qualité, des paiements, de la douane, de la logistique et des retours; il ne promettrait ni compte vendeur ni admission sur une plateforme.

Deux ans: tester, corriger et rendre les services suivables

Après validation légale et budgétaire, les autorités compétentes pourraient lancer dans des territoires volontaires des mécanismes à échelle maîtrisée: maisons locales du droit et des services; guichets fonciers avec médiation documentée et recours; contrats de santé-eau-assainissement; contrats d'apprentissage; contrats territoriaux de marché rural; pactes de service frontalier dans les zones où une présence civile continue est possible; et pactes locaux forêt-climat-prospérité.

Les tests ne devraient pas être confondus avec une généralisation. Chaque site devrait publier son diagnostic de départ, ses critères d'accès, les dépenses engagées, les plaintes reçues, les décisions rendues et une évaluation indépendante. Une mesure qui accroît les exclusions, les coûts cachés, les risques pour les personnes ou les prélèvements arbitraires devrait être corrigée, suspendue ou abandonnée.

La même période pourrait consolider les instruments communs de redevabilité: chaîne publique des marchés, relevé des transferts aux provinces, fiches d'emprunt et de recettes exceptionnelles, registre des engagements extérieurs, publication graduelle des obligations minières et suivi de la maintenance des infrastructures. L'objectif n'est pas d'ajouter une plate-forme isolée, mais de permettre de relier une décision, un paiement et un résultat de service.

Pour la diaspora, seuls les pilotes satisfaisant aux conditions de paix, de sécurité civile, de droit et de budget voté pourraient être ouverts. Les institutions hôtes formuleraient les besoins; les autorités compétentes statueraient sur les diplômes et professions réglementées; les services de contrôle vérifieraient les marchés et les co-investissements légalement autorisés. Les critères seraient identiques pour un résident et une personne vivant à l'étranger. Chaque pilote publierait son étude préalable, sa décision, son contrat lorsqu'il existe, ses coûts publics, ses conflits d'intérêts et une voie de réexamen. Les indicateurs distingueraient la contribution à distance, la mission temporaire et l'installation volontaire: réponse utilisable à un besoin, maintien d'un livrable après douze mois, délai médian de reconnaissance, plaintes traitées et, lorsqu'un projet le prévoit, emplois déclarés et maintenus. Ils ne mesureraient ni loyauté ni promesse de rendement.

Pour les réfugiés, aucune zone ne pourrait accueillir un dispositif de retour sans évaluation indépendante favorable, information contradictoire et consentement individuel révocable. Le pays d'origine organiserait l'accueil civil, les documents et les recours; les pays d'asile maintiendraient la protection; l'UNHCR suivrait les garanties relevant de son mandat; les services locaux assureraient l'école, les soins, l'hébergement transitoire, l'aide juridique et le traitement des litiges de terre ou de biens. Les départs vers une zone seraient suspendus dès qu'un suivi crédible établit une hausse de violence, discrimination, séparation familiale, refus de documents ou défaillance grave d'accès aux services. Les indicateurs suivraient l'information comprise, les documents rétablis, les recours fonciers, l'accès à l'école, aux soins et au logement sûr, ainsi que les visites indépendantes à trois, six et douze mois — jamais un objectif numérique de départs.

Pour l'**emploi et l'entreprise**, les territoires volontaires pourraient, après validation légale et budgétaire, expérimenter les trois niveaux de formation, des contrats d'apprentissage encadrés, des ateliers produire-vendre et des services à distance uniquement lorsque les conditions techniques, contractuelles et de paiement sont réunies. Les pilotes publieraient formations réellement tenues, compétences évaluées, coût complet, activités viables, premières ventes légales vérifiées, emplois salariés décents prévus et maintenus lorsqu'ils existent, accès par territoire, genre et handicap, plaintes et réponses. Ils ne promettraient ni volume de ventes, ni rendement, ni emploi automatique. Toute dérive de sécurité, de fraude, d'endettement ou d'exclusion déclencherait correction, suspension ou arrêt.

Cinq ans: inscrire l'évaluation dans l'institution

À cinq ans, une réforme crédible ne se reconnaîtrait pas au nombre d'annonces mais à sa capacité à survivre au changement de responsables. Les mécanismes utiles pourraient être ancrés dans les textes et les budgets ordinaires, après évaluation publique. Les assemblées, la Cour des comptes, les juridictions, les inspections, les autorités de régulation, les provinces et les organisations civiles exerceraient leurs rôles propres sans que l'un ne remplace l'autre.

Les deux programmes feraient l'objet d'une évaluation indépendante distincte. Pour la diaspora, elle vérifierait l'utilité durable pour les institutions hôtes, l'égalité d'accès, l'intégrité des décisions et la

proportion entre coûts publics et capacités réellement reprises. Pour le retour et la réintégration, elle vérifierait la persistance de la sécurité, l'absence de retour forcé, l'accès aux droits et services, la résolution des litiges et l'absence de déplacement secondaire. Les autorités devraient publier la méthode, les résultats agrégés, les désaccords motivés et leur décision: consolidation limitée, correction profonde, suspension ou arrêt. Aucune continuité ne résulterait d'un simple symbole, d'une pression politique ou d'un financement non sécurisé.

L'horizon est celui de services plus prévisibles: accès de proximité au droit; décisions administratives motivées; écoles qui mesurent les apprentissages sans exposer les enfants; centres de santé, eau et assainissement suivis jusqu'à la continuité réelle; routes et énergie entretenues; marchés et frontières où les règles sont connues; projets miniers, forestiers et territoriaux dont les recettes et les obligations deviennent vérifiables. Les progrès resteraient ventilés par territoire et par groupes concernés quand cela peut être fait sans mettre les personnes en danger.

Pour l'**emploi, l'entreprise et l'IA**, l'évaluation à cinq ans vérifierait séparément la réalité des formations, les compétences démontrées, la viabilité des activités après coûts, la qualité des emplois salariés, les droits au travail, l'accessibilité, les recours et l'usage humain des outils numériques. Le programme ne serait consolidé que si les résultats et les coûts justifient son maintien dans les budgets ordinaires; sinon, les autorités compétentes décideraient publiquement de sa correction ou de son arrêt.

Trois ordres de financement réalistes

Le livre ne fixe aucun montant non documenté. Il propose un ordre de décision plutôt qu'une promesse de dépenses. **Premièrement**, financer les fonctions de base à faible intensité d'équipement mais indispensables au contrôle: publication, audit, registre, plainte, accès à l'information, formation de proximité et diagnostic de maintenance. Ces dépenses doivent être inscrites, votées et suivies.

Deuxièmement, sécuriser les dépenses récurrentes avant d'annoncer de nouveaux actifs: personnels, médicaments et fournitures essentiels, entretien de l'eau et des routes, données, inspections, accompagnement juridique et protection sociale. Une infrastructure sans budget de fonctionnement ne constitue pas un service durable.

Pour la diaspora et le retour volontaire, les lignes de coordination, documents, accompagnement juridique, protection des données, contrôle, recours et suivi doivent être chiffrées séparément par les institutions compétentes avant toute extension; elles ne peuvent être couvertes par l'épargne familiale, une promesse de retour ni une contribution privée supposée.

Troisièmement, ne retenir les investissements lourds — énergie, transport, numérique, santé ou transformation productive — qu'après étude de faisabilité, coût du cycle de vie, évaluation sociale et environnementale, procédure concurrentielle quand elle est applicable, publication du contrat et plan de maintenance. Les recettes exceptionnelles, les économies éventuelles, les emprunts, les partenariats privés et les appuis extérieurs doivent être distingués, conditionnés par la loi et rendus publics. Aucun service essentiel ne devrait dépendre d'une recette carbone ou minière non encaissée.

Garanties de droits et redevabilité

Les propositions du manuscrit reposent sur les mêmes garanties: égalité d'accès sans discrimination; données personnelles limitées et protégées; information compréhensible dans les langues utiles; participation libre; protection des lanceurs d'alerte, témoins et plaignants; décisions motivées; recours administratif et judiciaire; contrôle indépendant; publication des données agrégées; et correction documentée d'une erreur. Une coutume, une médiation, un jury citoyen ou une concertation ne peut jamais retirer le droit de saisir une juridiction régulière.

Les indicateurs ne sont pas des sanctions automatiques. Ils servent à rendre une décision discutable. Le tableau de bord commun pourrait suivre, à intervalles publiés: la part des transferts provinciaux effectivement mise à disposition; la documentation complète des marchés; la régularisation des dépenses d'urgence; les délais de réponse aux pétitions et l'exécution des jugements; la durée de traitement des plaintes; la continuité des soins, de l'eau, de l'école, de l'électricité et des routes; l'accès au marché; la part de valeur ajoutée et d'achats locaux mesurée dans les filières; ainsi que les résultats territoriaux de protection, de réparation et de participation. Pour les deux programmes ajoutés, il distinguerait explicitement diaspora, réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes: besoins institutionnels satisfaits et livrables main-

tenus pour la diaspora; sécurité, consentement, documents, accès aux services, recours et suivi après retour pour les réfugiés. Les indicateurs de pauvreté, de santé, de nutrition, d'éducation et de déplacement conserveraient toujours leur source, leur méthode et leur millésime.

Exemple hypothétique. Une province pourrait publier qu'un marché rural doit être entretenu pendant douze mois, avec responsable, coût voté, calendrier, eau et assainissement prévus, reçus officiels et procédure de plainte. À la fin de la période, elle ne déclarerait pas seulement le chantier « achevé »: elle publierait le nombre de jours d'ouverture, l'état de l'accès après les pluies, les coûts d'entretien, les réclamations et les correctifs. Cette logique d'examen vaut pour tous les secteurs du livre.

Glossaire

Audit indépendant: examen méthodique réalisé par une instance ou des personnes sans intérêt direct dans l'objet contrôlé, selon une méthode rendue publique.

Commerce B2B / B2C: le commerce B2B (*business to business*) vend à une entreprise; le commerce B2C (*business to consumer*) vend directement au consommateur. Les obligations de qualité, de contrat, de paiement et de protection du client peuvent différer selon le canal.

Emploi décent: travail librement choisi, exercé dans des conditions de rémunération, de sécurité, de non-discrimination, de droits et de recours conformes au droit applicable; il peut être salarié ou indépendant.

IA générative: système informatique capable de produire notamment du texte, une image, du code ou un son à partir d'une instruction; son résultat exige une vérification humaine, le respect des données et des droits d'auteur.

KYC: abréviation de *Know Your Customer*, procédure par laquelle une institution vérifie l'identité d'un client et, selon les cas, celle de son entreprise et de ses bénéficiaires effectifs.

Budget citoyen: présentation accessible d'un budget public, destinée à permettre aux habitants d'en comprendre les priorités, les recettes et les dépenses.

Consentement libre et informé: participation obtenue sans contrainte, sur la base d'informations compréhensibles et suffisamment tôt pour permettre une décision ou un recours effectif.

Décentralisation: répartition de responsabilités entre le pouvoir central, les provinces et les entités territoriales, avec compétences, ressources et contrôle identifiables.

Dépense d'urgence: dépense engagée selon une procédure exceptionnelle; son objet, sa régularisation et son contrôle doivent rester vérifiables.

Demandeur d'asile: personne qui sollicite une protection internationale et dont la demande n'a pas encore reçu de décision définitive.

Déplacé interne: personne contrainte de quitter son lieu de vie sans franchir une frontière internationale reconnue. Son statut est distinct de celui de réfugié.

Diaspora: ensemble de personnes vivant hors de leur pays d'origine ou de nationalité pour des motifs divers; ce terme social et démographique ne dit pas, à lui seul, si une personne est réfugiée.

Dialogue inclusif: processus de délibération dont le mandat, les participants, les règles, les financements et les résultats sont publics et qui protège le droit de désaccord.

Économie informelle: activités ou emplois insuffisamment enregistrés, réglementés ou protégés; elle ne se confond pas automatiquement avec l'illégalité.

Espace budgétaire: capacité de financer une priorité sans compromettre les obligations essentielles, la stabilité ou la soutenabilité de la dette.

Indicateur: mesure définie à l'avance pour suivre une situation ou un résultat; il doit préciser sa source, sa méthode, son périmètre et son millésime.

Insécurité alimentaire aiguë: difficulté grave, sur une période donnée, à accéder à une alimentation suffisante et appropriée; ses phases doivent toujours être définies et datées.

IPC: Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, méthode qui classe et communique les niveaux de gravité d'une situation alimentaire ou nutritionnelle.

Justice transitionnelle: ensemble de démarches judiciaires et non judiciaires destinées à traiter les héritages de conflits ou de violations graves, notamment par la vérité, la justice, les réparations et les garanties de non-répétition.

Millésime: année ou période à laquelle une donnée se rapporte. Il peut différer de l'année de publication de la source.

Parité de pouvoir d'achat (PPA): méthode de conversion utilisée pour comparer des niveaux de vie ou des prix entre pays; elle ne correspond pas au taux de change courant.

Réparation: mesure visant à reconnaître et à corriger un préjudice subi par une victime; elle peut être financière, administrative, sociale, symbolique ou judiciaire.

Redevabilité: obligation, pour une institution ou un responsable, d'expliquer ses décisions, d'en publier les résultats et d'accepter le contrôle et le recours.

Non-refoulement: interdiction de renvoyer une personne vers un territoire où elle risquerait notamment la persécution, la torture ou d'autres atteintes graves selon le droit applicable.

Rapatriement volontaire: retour dans le pays d'origine décidé librement et en connaissance de cause par le réfugié, dans des conditions de sécurité et de dignité; il ne crée pas une obligation générale de retour.

Réfugié: personne qui se trouve hors de son pays et a besoin d'une protection internationale au regard de la définition juridique applicable. Cette catégorie est distincte de celle des personnes déplacées internes et de la diaspora prise au sens social.

Réintégration: processus par lequel une personne retournée retrouve, sans discrimination, une sécurité, des droits, des services, un logement et des moyens de subsistance durables.

Tripartite: cadre de coopération associant habituellement le pays d'origine, le pays d'accueil et l'UNHCR afin de préciser les garanties et responsabilités liées à un retour volontaire; il ne remplace pas le consentement individuel.

UNHCR: Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, agence des Nations unies chargée de la protection des réfugiés et de la recherche de solutions durables.

Souveraineté économique: capacité d'un pays à définir et faire respecter des règles d'intérêt général sur ses ressources, contrats, recettes et services, sans impliquer le repli ou l'hostilité envers autrui.

Traçabilité: possibilité de suivre et de vérifier les étapes d'une décision, d'un contrat, d'un paiement, d'un bien ou d'un service jusqu'à son résultat.

Références

1. Radio Okapi — Joseph Kabila appelle à un pacte citoyen
2. Africa24 — Pacte citoyen face à la crise nationale
3. Radio Okapi — Discours du 9 octobre 2026
4. Actualité.cd — Pacte citoyen et dégradation de la situation
5. TV5Monde — La RD Congo est en péril
6. BBC News Afrique — Joseph Kabila lance le FRN
7. OCHA — Besoins humanitaires et Plan de réponse RDC 2026
8. OCHA — Tableau de bord humanitaire RDC, mars 2026
9. UNHCR — Mise à jour régionale Est RDC, août 2026
10. HCDH — Normes internationales relatives aux déplacés internes
11. HCDH — Justice transitionnelle et droits humains
12. PNUD RDC — Forum africain de justice transitionnelle à Kinshasa
13. HCDH — Juridictions mobiles et lutte contre l'impunité en RDC
14. Journal officiel — Constitution de la République démocratique du Congo révisée en 2011
15. Autorité de régulation des marchés publics de la RDC — portail et missions
16. PNUD — Rapport annuel 2024 sur l'État de droit en RDC
17. Banque mondiale — Rapport infra-national B-READY en RDC
18. Banque mondiale — Rapport sur la situation économique de la RDC juillet 2025
19. FMI — Demande d'accords FEC et FRD pour la RDC janvier 2025
20. FMI — Évaluation PIMA de la gestion des investissements publics en RDC
21. Banque mondiale — Population totale de la RDC
22. Banque mondiale — Définition de la population totale
23. Banque mondiale — Population urbaine de la RDC
24. Banque mondiale — Définition de la population urbaine
25. Banque mondiale — Poverty and Equity Brief RDC octobre 2026
26. FMI — Rapport des services RDC 2026
27. FMI — World Economic Outlook octobre 2026, profil RDC
28. IPC — RDC, mise à jour de l'insécurité alimentaire aiguë, janvier-juin 2026
29. IPC — RDC, malnutrition aiguë de juillet 2025 à juin 2026
30. FAO — Profil d'investissement agroalimentaire RDC 2026
31. Banque mondiale — Suivi du Programme national de développement agricole, avril 2026
32. Banque mondiale — Étude de chaîne de valeur du manioc en RDC
33. Banque mondiale — Espérance de vie à la naissance en RDC
34. UNICEF Data — Profil de la République démocratique du Congo
35. UNICEF Data — Mortalité maternelle et définition du ratio
36. Banque mondiale — Indice de couverture des services de santé essentiels en RDC
37. OMS — Métadonnées de l'indice de couverture des services de santé essentiels
38. OMS UNICEF JMP — Eau potable assainissement et hygiène 2000 à 2024

39. Banque mondiale — Retard de croissance chez les moins de cinq ans en RDC
40. OIT — Projet de renforcement de la protection sociale en RDC
41. Banque mondiale — Rapport 2025 sur l'état de la protection sociale
42. UNESCO — Formation et appui aux enseignants en RDC
43. UNICEF — Appel humanitaire RDC publié en mars 2026
44. Loi-cadre congolaise de l'enseignement national
45. UNESCO-UNEVOC — Profil dynamique EFTP de la RDC
46. Banque mondiale — Programme SET4Jobs en RDC
47. UNESCO — Patrimoine mondial en République démocratique du Congo
48. UNESCO — Patrimoine culturel immatériel de la RDC
49. UNESCO — Patrimoine vivant et éducation
50. UNESCO — Éducation physique de qualité
51. UNESCO — Éducation aux valeurs par le sport
52. Banque mondiale — Accès à l'électricité en RDC
53. Banque mondiale et UIT — Individus utilisant Internet en RDC
54. Banque mondiale — Financement des politiques de gouvernance, transparence et résilience de la RDC
55. Banque mondiale — Appui au programme Inga de la RDC
56. Banque mondiale — Programme de développement Inga 3 et Compact énergétique
57. Banque mondiale — Projet d'appui au transport et à la connectivité de la RDC
58. Banque mondiale — Pourquoi l'entretien compte pour les routes et la paix
59. Banque mondiale — Programme IDEA de transformation numérique de la RDC
60. Banque mondiale — Projet accès, gouvernance et réforme électricité-eau de la RDC
61. USGS Mineral Commodity Summaries 2026 — Copper
62. USGS Mineral Commodity Summaries 2026 — Cobalt
63. Banque mondiale — Mise à jour économique de la RDC de mars 2026
64. Banque mondiale — Étude sur les chaînes de valeur minières
65. OIT — Travailleurs de l'économie informelle
66. FAO FRA 2025 termes et définition de forêt
67. Banque mondiale série superficie forestière RDC
68. FAO FRA 2025 déforestation et changement net de superficie
69. FAOSTAT émissions et absorptions forestières 1990 à 2025
70. CCNUCC analyse technique du premier rapport biennal actualisé de la RDC
71. Convention sur la diversité biologique profil de la RDC
72. FAOLEX loi congolaise 22 030 sur les peuples autochtones pygmées
73. ONU REDD droits forestiers et financement des peuples autochtones en RDC
74. RDC plan national d'adaptation au changement climatique
75. FAO agriculture urbaine et périurbaine
76. Banque mondiale premier paiement carbone vérifié à la RDC
77. Constitution de la République démocratique du Congo publiée par la Présidence

78. Banque mondiale — Diagnostic systématique pays de la RDC 2018
79. Banque mondiale — Faciliter le commerce transfrontalier entre la RDC et ses voisins des Grands Lacs
80. Banque mondiale — Rapport de suivi du Projet de facilitation et d'intégration du commerce des Grands Lacs, août 2025
81. PNUD RDC — Rapport illustré de mise en œuvre du PDL-145T
82. Banque mondiale — Gestion des ressources publiques et services en RDC
83. Banque mondiale — Envois de fonds personnels reçus en dollars courants, RDC
84. Banque mondiale — Envois de fonds personnels reçus en part du PIB, RDC
85. Banque mondiale — Métadonnées de l'indicateur des envois de fonds personnels
86. OIM — Engagement des diasporas
87. OIM — Vingt ans de partenariat avec la RDC
88. OIM RDC — Dialogue et mobilisation de la diaspora
89. OIM — Mobilisation de la diaspora
90. OIM — Indicateurs de gouvernance des migrations, RDC, profil 2023
91. Nations unies — Charte des Nations unies, texte intégral
92. HCDH — Déclaration universelle des droits de l'homme, article 13
93. HCDH — Pacte international relatif aux droits civils et politiques, article 12
94. UNHCR — Convention de 1951 et Protocole de 1967
95. Union africaine — Convention de l'OUA de 1969 sur les réfugiés
96. Union africaine — Convention de Kampala
97. UNHCR — Solutions durables et rapatriement volontaire
98. UNHCR — Conclusion sur la sûreté juridique du rapatriement volontaire
99. UNHCR — Réengagement RDC Rwanda, juillet 2025
100. UNHCR — Réunion tripartite RDC Rwanda, juin 2026
101. UNHCR — Mise à jour régionale RDC, août 2019
102. UNHCR — Appel global Burundi, mise à jour 2011
103. UNHCR — Accord tripartite République centrafricaine et retours congolais
104. UNHCR — Accords tripartites RDC Soudan, 2006
105. Banque mondiale — DRC Skills for Economic Transformation Project, document d'information, juin 2025
106. ILOSTAT — Taux d'emploi informel, définition et méthodes
107. ILOSTAT — Profil de pays, République démocratique du Congo
108. UNESCO — AI competency framework for students, 2024
109. UNCTAD — Making e-commerce and the digital economy work for all, 2024
110. OIT — Harnessing artificial intelligence for decent work, 2026
111. UNESCO — Droits numériques en RDC, 2025
112. Amazon — Countries accepted for seller registration
113. Amazon — AI Information Sell on Amazon
114. Amazon — Amazon seller registration in 5 steps
115. Amazon — Seller Wallet supported countries and currencies
116. Amazon — Fulfilled by Merchant
117. Amazon — How to sell to the US from another country
118. Amazon — Amazon Business

119. Amazon — Standard selling fees
120. AliExpress — Global Seller Center
121. AliExpress — Global Seller Center registration
122. AliExpress — Platform rules
123. Alibaba.com — Seller platform
124. Alibaba.com — Supplier registration
125. Alibaba.com — How to sell
126. Alibaba.com — Trade Assurance
127. Alibaba.com — Rules center
128. Alibaba.com — Seller pricing
129. Alibaba.com — Advertising tools
130. eBay — Start selling on eBay
131. eBay — Registering as a seller
132. eBay — International Shipping program
133. eBay — International shipping for sellers
134. eBay — International trading policy
135. eBay — Prohibited and restricted items
136. eBay — Handling return requests
137. eBay — International fees for eBay global sellers
138. eBay — Services policy
139. eBay — 2024 Summer Seller Update